



Troisième trimestre 2003

Rapport aux actionnaires

3



La Banque Royale publie ses résultats pour le troisième trimestre de 2003

TORONTO, le 26 août 2003 – La Banque Royale du Canada a annoncé une hausse de son dividende sur action ordinaire trimestriel de 3 cents l'action ou 7 %, pour le porter à 46 cents. Ce dividende est payable le 24 novembre 2003 aux actionnaires ordinaires inscrits le 27 octobre 2003.

La dernière hausse du dividende sur action ordinaire trimestriel de la Banque avait été de 3 cents l'action, le portant à 43 cents au deuxième trimestre de 2003, pour les actionnaires inscrits le 23 avril 2003.

Une croissance accrue des revenus et une meilleure qualité du crédit donnent lieu à des résultats records

TORONTO, le 26 août 2003 – Pour son troisième trimestre terminé le 31 juillet 2003, la Banque Royale du Canada (symbole du titre au téléscripteur des Bourses de Toronto et de New York : RY) a annoncé qu'elle a réalisé un bénéfice net record de 776 millions de dollars, en hausse de 54 millions ou 7 % par rapport à l'an dernier, et un bénéfice dilué par action de 1,14 \$, en hausse de 0,12 \$ ou 12 %. Une tranche d'environ 0,02 \$ de l'augmentation du bénéfice dilué par action est attribuable au rachat d'actions ordinaires dont il est fait mention à la page 10. Le rendement des capitaux propres s'est établi à 17,4 %, comparativement à 16,1 % l'an dernier. L'appréciation de 12,3 % du dollar canadien par rapport au dollar américain s'est traduite par une baisse de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains, ce qui a donné lieu à une réduction du bénéfice net de quelque 25 millions de dollars, à une baisse de 0,04 \$ du bénéfice dilué par action et à une diminution du rendement des capitaux propres de 50 points de base. Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux principales devises autres que le dollar américain ont eu peu d'incidence sur la variation du bénéfice ce trimestre par rapport à l'an dernier.

Les résultats présentés ci-après sont basés sur les états financiers dressés selon les PCGR des États-Unis, à l'exception des provisions spécifiques pour pertes sur créances et des ratios de capital, qui sont basés sur les états financiers dressés selon les PCGR du Canada. En vertu des PCGR du Canada, le bénéfice net s'est établi à 783 millions de dollars au troisième trimestre, en hausse de 12 % contre 697 millions il y a un an, et le bénéfice dilué par action s'est élevé à 1,16 \$, en hausse de 17 % comparativement à 0,99 \$ l'an dernier. L'écart entre la croissance du bénéfice selon les PCGR des deux pays pour le troisième trimestre par rapport à l'an dernier est principalement lié à RBC Banque et à RBC Assurances, tel qu'il est mentionné aux pages 5 et 6.

Commentant les résultats, M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction, a déclaré : « Nous sommes heureux des résultats records obtenus ce trimestre et de la reprise des activités sur les marchés financiers. Nous continuons de centrer nos efforts sur la prestation de services améliorés à

Table des matières

01	Faits saillants du troisième trimestre	08	Priorité financière : contrôle des coûts	13	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives
02	Message du chef de la direction	09	Priorité financière : excellence de la qualité du crédit	14	Principales informations financières – PCGR des États-Unis
03	Rendement par rapport aux objectifs	10	Priorité financière : gestion du bilan et du capital	15	États financiers – PCGR des États-Unis
04	Rapport de gestion	10	Gestion du risque	24	Principales informations financières – PCGR du Canada
04	Aperçu	11	Faits saillants de l'exploitation	25	États financiers – PCGR du Canada
04	Résultats par secteur géographique	13	À propos de la Banque Royale du Canada	35	Renseignements aux actionnaires
04	Résultats par secteur d'exploitation				
08	Priorité financière : croissance et diversification des revenus				

nos clients et sur l'accroissement de nos activités, afin de fournir des rendements élevés à nos actionnaires. »

Le total des revenus a progressé de 106 millions de dollars ou 3 % comparativement à l'an dernier, malgré une baisse de 150 millions de la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains enregistrée ce trimestre et découlant de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. La hausse des revenus tirés des activités de négociation ainsi que l'augmentation des volumes de prêts aux particuliers et aux entreprises au Canada ont contribué à la croissance des revenus.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 66 millions de dollars ou 3 % comparativement au troisième trimestre de 2002. Cette hausse reflète les coûts liés à l'acquisition de Business Men's Assurance Company of America ce trimestre, les coûts découlant du volume accru de montage de prêts hypothécaires aux États-Unis, l'augmentation du coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite, ainsi que les salaires liés à l'expansion de l'équipe de ventes au détail ayant eu lieu au Canada plus tôt au cours de l'exercice. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain s'est traduite par une baisse des frais autres que d'intérêt de 110 millions de dollars par rapport à l'an dernier.

Les provisions spécifiques pour pertes sur créances se sont établies à 170 millions de dollars ou 0,31 % de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente, en baisse par rapport à 216 millions de

0,41 % l'an dernier (267 millions ou 0,51 % après avoir inclus les pertes nettes sur dérivés de crédit).

Comparativement au deuxième trimestre de 2003, le bénéfice net a progressé de 87 millions de dollars ou 13 %, malgré un recul de 15 millions du bénéfice imputable à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours du trimestre. Le bénéfice dilué par action a augmenté de 15 %, les revenus ont connu une hausse de 6 %, les frais autres que d'intérêt ont progressé de 3 %, et la provision pour pertes sur créances a diminué de 19 %. La hausse du bénéfice tient à l'accroissement des volumes et des écarts liés aux prêts de détail au Canada, à la reprise des activités de courtage et des activités sur les marchés financiers institutionnels, au fait que le troisième trimestre a duré trois jours de plus que le deuxième, et à la baisse des provisions pour pertes sur prêts liées aux prêts aux particuliers et aux entreprises ainsi qu'aux prêts commerciaux.

Le bénéfice net des neuf premiers mois s'est chiffré à 2 232 millions de dollars, en hausse de 66 millions ou 3 % par rapport aux neuf premiers mois de 2002, et le bénéfice dilué par action des neuf premiers mois s'est élevé à 3,24 \$, en hausse de 0,17 \$ ou 6 %.

Au 31 juillet 2003, le ratio du capital de première catégorie se chiffrait à 9,6 %, et le ratio du capital total, à 12,7 %, comparativement à 9,1 % et à 12,7 %, respectivement, il y a un an.

Message du chef de la direction

Je suis heureux d'annoncer que nous avons enregistré un bénéfice net record de 776 millions de dollars au troisième trimestre, malgré la faiblesse continue de l'économie en Amérique du Nord et l'appréciation considérable du dollar canadien par rapport au dollar américain, laquelle s'est traduite par une baisse de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains et par un recul de 25 millions de dollars du bénéfice net, comparativement à l'an dernier.

Les commentaires présentés ci-dessous portent sur nos quatre priorités principales et sur notre performance à leur égard.

Bases solides

Par rapport à l'an dernier, le bénéfice net et le bénéfice dilué par action ont augmenté de 7 % et de 12 %, respectivement, au troisième trimestre. La croissance du bénéfice reflète les meilleurs résultats tirés de RBC Dain Rauscher et de nos activités de courtage au Canada, la baisse des provisions pour pertes sur prêts liées aux prêts aux particuliers et aux entreprises et aux prêts commerciaux, ainsi que l'accroissement du volume de prêts de détail au Canada.

Comme cela est illustré à la page 3, nous avons connu une bonne performance au cours des neuf premiers mois en matière de qualité du portefeuille, de gestion des charges et de ratios de capital, le ratio de la provision spécifique pour pertes sur créances étant inférieur à la fourchette établie pour l'exercice, les charges étant demeurées stables, et les ratios de capital étant plus élevés que nos objectifs à moyen terme. Toutefois, la croissance des revenus a diminué en raison de la léthargie des marchés financiers au premier semestre de l'exercice et de l'appréciation notable du dollar canadien cette année, laquelle a donné lieu à une baisse de 275 millions de dollars de la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains.

Expansion nord-américaine

Le bénéfice net tiré des sociétés acquises aux États-Unis (RBC Centura, RBC Dain Rauscher et RBC Liberty Insurance) a augmenté pour se chiffrer à 76 millions de dollars par rapport à 65 millions l'an dernier, en raison des solides résultats enregistrés par RBC Dain Rauscher, dont le bénéfice net a progressé de 25 millions pour s'établir à 35 millions. Ce résultat est attribuable au rendement élevé de ses divisions de courtage et de services à revenu fixe, ainsi qu'à la baisse des charges, et notamment au recul des frais de rémunération au titre de la rétention. Nous continuons de chercher à améliorer la performance d'exploitation des sociétés acquises aux États-Unis, au moyen de diverses mesures visant à accroître les revenus et l'efficacité opérationnelle.

Depuis la mise en œuvre de notre stratégie d'expansion aux États-Unis, en avril 2000, nous avons conclu 10 acquisitions et accru de 24 % ou

2,4 millions environ le nombre de nos clients. Bien que nous soyons satisfaits des progrès réalisés jusqu'à présent, nous savons que nous devons poursuivre la mise en œuvre rigoureuse de nos stratégies d'expansion aux États-Unis, laquelle est axée sur la création de valeur pour nos actionnaires, afin d'atteindre notre objectif et d'être reconnus comme un fournisseur de services financiers aux particuliers et aux entreprises parmi les meilleurs de sa catégorie aux États-Unis. À cette fin, nous avons annoncé deux acquisitions en juillet.

RBC Centura a annoncé la signature d'un accord visant l'acquisition des activités de Provident Financial Group Inc. en Floride, moyennant une contrepartie en espèces d'environ 75 millions de dollars US et la prise en charge de passifs totalisant 30 millions de dollars US. Cette acquisition, qui devrait être conclue à l'automne de 2003, est assujettie aux conditions de clôture d'usage et à l'approbation des autorités de réglementation. Elle permettra à RBC Centura d'ajouter 13 succursales aux 11 succursales situées en Floride acquises dans le cadre de l'acquisition d'Admiralty Bancorp, Inc., en janvier.

RBC Mortgage Company a annoncé la signature d'un accord aux termes duquel elle acquerra Sterling Capital Mortgage Company (SCMC), moyennant une contrepartie d'environ 100 millions de dollars US. Cette acquisition, qui devrait être conclue à l'automne de 2003, est assujettie aux conditions de clôture d'usage et à l'approbation des autorités de réglementation. Elle se traduira par l'ajout de 110 succursales situées dans 16 États et de 16 coentreprises de partenariat d'affaires (dont SCMC est copropriétaire avec des constructeurs immobiliers résidentiels) aux activités existantes de RBC Mortgage. Cette acquisition placera RBC Mortgage parmi les dix premières sociétés de montage de prêts hypothécaires de détail aux États-Unis. Une fois l'opération conclue, l'effectif de RBC Mortgage regroupera environ 1 600 spécialistes des ventes de prêts hypothécaires répartis dans près de 200 bureaux et 32 États, qui peuvent exercer leurs activités dans les 50 États.

Expérience supérieure du client

Nous avons récemment formulé une nouvelle priorité stratégique, intitulée « Expérience supérieure du client ». Cette priorité s'aligne sur notre nouvel énoncé de vision « Toujours acquérir le droit d'être le premier choix de nos clients », et elle renforce l'importance que nous accordons à la satisfaction et au maintien de notre clientèle, ainsi qu'à l'accroissement du nombre d'affaires que nos clients concluent avec nous. L'expérience du client concerne tout ce que le client voit, entend, ressent, touche et fait au cours de ses relations avec nous, que ce soit par l'entremise d'un représentant du service à la clientèle, d'un représentant des services bancaires téléphoniques ou d'Internet. Afin de fournir une expérience supérieure au client, nous devons le servir de la façon dont il désire être servi et lui procurer une expérience

uniforme et appréciable dans tous nos réseaux de distribution. Nous nous sommes longuement penchés sur la façon dont nous pouvons mieux répondre aux besoins de nos clients, et nous sommes à cette fin en train de modifier nos processus afin de les rendre plus simples, plus souples et plus efficaces.

Synergie interentreprises

La synergie interentreprises (auparavant appelée « Plateformes intégrées ») se traduit par les efforts de collaboration de nos secteurs d'exploitation et de nos unités fonctionnelles, qui visent à améliorer le service à la clientèle et à offrir notre vaste gamme de produits et services intégrés à nos clients. Elle consiste également à réduire les coûts en éliminant les chevauchements qui se produisent lorsque les secteurs d'exploitation et les unités fonctionnelles exercent leurs activités de façon autonome. Nous avons pris diverses mesures à cet effet, dont l'élimination du dédoublement des tâches se produisant au sein des plateformes et d'une plateforme à l'autre, la création de centres d'expertise et l'optimisation des activités d'acquisition d'entreprises. Par ailleurs, nous avons récemment mis sur pied des programmes axés sur les revenus et sur le service à la clientèle, qui commencent à porter leurs fruits. Ainsi, nous avons reformulé l'ancien programme de recommandations et lancé Recommandations RBC en novembre 2002. Depuis le lancement de ce programme au début de l'exercice, le nombre total de

recommandations au sein de RBC Groupe Financier a donné lieu à un chiffre d'affaires de 0,6 milliard de dollars. Par suite de ces recommandations, nous avons généré 2 milliards de dollars en nouvelles affaires, soit une augmentation de 77 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier.

Dans l'ensemble, nous sommes satisfaits des résultats financiers obtenus ce trimestre. De plus, nous continuons de consacrer des ressources financières et humaines à la prestation améliorée de services à la clientèle à l'échelle mondiale, ainsi qu'à l'accroissement judicieux de notre présence aux États-Unis et nous prévoyons que ces mesures généreront des rendements améliorés pour nos actionnaires.

C'est avec plaisir que je continuerai à vous faire part de nos résultats au prochain trimestre.

Le président et chef de la direction,



Gordon M. Nixon

Rendement par rapport aux objectifs

	Objectifs de 2003	Rendement des neuf premiers mois
1. Évaluation		
Maintenir des niveaux d'évaluation se situant dans le quartile supérieur :		
• Cours des actions/valeur comptable :	Quartile supérieur de l'indice composé S&P/TSX pour les banques (1)	Quartile supérieur
• Cours des actions/bénéfice :	Quartile supérieur de l'indice composé S&P/TSX pour les banques (1)	Quartile supérieur (2)
Croissance du cours des actions :	Supérieure à l'indice composé S&P/TSX pour les banques (1)	Inférieure à l'indice
2. Croissance du bénéfice		
Augmenter le bénéfice dilué par action de :	10 % à 15 %	6 %
3. Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires		
Obtenir un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de :	17 % à 19 %	16,6 %
4. Croissance des revenus		
Obtenir une croissance des revenus de :	5 % à 8 %	(1) %
5. Croissance des charges		
Charges d'exploitation par rapport aux revenus d'exploitation :	Croissance des charges d'exploitation inférieure à celle des revenus d'exploitation	Croissance des charges d'exploitation de néant et des revenus d'exploitation de (1) %
6. Qualité du portefeuille		
Obtenir un ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances par rapport à la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente entre (3) :	0,45 % et 0,55 %	0,36 % 0,34 %, déduction faite de l'incidence des dérivés de crédit (4)
7. Gestion du capital		
Ratios de capital (3) :	Maintenir des ratios de capital élevés	Ratio du capital de première catégorie de 9,6 % et ratio du capital total de 12,7 %, par rapport aux objectifs à moyen terme de 8 % à 8,5 % et de 11 % à 12 %, respectivement
8. Ratio de distribution (5)		
	35 % à 45 %	38 %

(1) En mai 2003, l'indice composé S&P/TSX pour les banques a remplacé l'indice TSX pour les banques et les sociétés de fiducie.

(2) Nous avons calculé ce rendement le 31 juillet 2003 en nous basant sur la moyenne des estimations des analystes concernant le résultat dilué par action de 2004.

(3) Calculs basés sur les états financiers dressés selon les PCGR du Canada.

(4) Se reporter à l'analyse fournie à la page 9.

(5) Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net après dividendes sur actions privilégiées.

Notre information financière est dressée selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) des États-Unis et les PCGR du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens. L'information financière dressée selon les PCGR des États-Unis est présentée aux pages 15 à 22. L'information financière dressée selon les PCGR du Canada est présentée aux pages 25 à 32 et comprend un rapprochement des principales différences par rapport aux états financiers dressés selon les PCGR des États-Unis. **Le rapport de gestion qui suit est basé sur l'information financière dressée conformément aux PCGR des États-Unis, et ne diffère à aucun égard important de celui qui aurait été établi en fonction de l'information financière dressée selon les PCGR du Canada, sous réserve de ce qui est expliqué dans les analyses supplémentaires présentées aux pages 4 à 9.**

Rapport de gestion

Cette section du rapport aux actionnaires présente un rapport de gestion, afin de donner au lecteur un aperçu des changements importants survenus dans la situation financière et les résultats d'exploitation au cours du trimestre et des neuf mois terminés le 31 juillet 2003 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, une importance particulière étant

accordée au trimestre le plus récent. Pour une analyse des données des exercices précédents, se reporter à la section « Analyse par la direction » (PCGR des États-Unis) présentée aux pages 21 à 66 du rapport annuel 2002 de la Banque.

Aperçu

Le bénéfice net s'est chiffré à 776 millions de dollars au troisième trimestre, en hausse de 54 millions ou 7 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,14 \$, en hausse de 0,12 \$ ou 12 %. Une tranche d'environ 0,02 \$ de l'augmentation du bénéfice dilué par action est attribuable au rachat d'actions ordinaires dont il est fait mention à la page 10. Le rendement des capitaux propres s'est élevé à 17,4 %, contre 16,1 % il y a un an. L'appréciation de 12,3 % du dollar canadien par rapport au dollar américain (moyenne de 0,728 \$ US ce trimestre, contre une moyenne de 0,648 \$ US l'an dernier) s'est traduite par une baisse de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains, ce qui a donné lieu à une réduction du bénéfice net de 25 millions de dollars, à une baisse de 0,04 \$ du bénéfice dilué par action et à une diminution du rendement des capitaux propres de 50 points de base. Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux principales devises autres que le dollar américain ont eu peu d'incidence sur la variation de notre bénéfice ce trimestre par rapport à l'an dernier. L'incidence d'une importante fluctuation de la valeur du dollar canadien par rapport à celle d'autres devises pourrait continuer à se faire sentir sur les résultats que nous présentons. Par exemple, les résultats présentés pour nos activités aux États-Unis pourraient être touchés négativement dans le cas où le dollar canadien poursuivrait sa remontée par rapport au dollar américain. Le 22 août, le cours de clôture du dollar canadien s'est établi à 0,713 \$ US.

Le bénéfice net tiré des sociétés acquises aux États-Unis (RBC Centura, RBC Dain Rauscher et RBC Liberty Insurance) s'est établi à 76 millions de dollars, en hausse par rapport à 65 millions l'an dernier, en raison principalement des résultats solides enregistrés par RBC Dain Rauscher, lesquels ont largement contrebalancé l'incidence des fluctuations des devises.

Comparativement au deuxième trimestre de 2003, le bénéfice net a progressé de 87 millions de dollars ou 13 %, malgré un recul de 15 millions du bénéfice imputable à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours du trimestre (moyenne de 0,728 \$ US ce trimestre, contre une moyenne de 0,684 \$ US au deuxième trimestre). Le bénéfice dilué par action a augmenté de 15 %, les revenus ont connu une hausse de 6 %, les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 3 %, et la provision pour pertes sur créances a diminué de 19 %. La hausse du bénéfice tient à l'accroissement des volumes et des écarts liés aux prêts de détail au Canada, à la reprise des activités de courtage et des activités sur les marchés financiers institutionnels, au fait que le troisième trimestre a duré trois jours de plus que le deuxième, et à la baisse des provisions pour pertes sur prêts liées aux prêts aux particuliers et aux entreprises ainsi qu'aux prêts commerciaux.

Le bénéfice net des neuf premiers mois s'est chiffré à 2 232 millions de dollars, en hausse de 66 millions ou 3 % par rapport à la période correspondante de 2002, et le bénéfice dilué par action des neuf premiers mois s'est élevé à 3,24 \$, en hausse de 0,17 \$ ou 6 %, une tranche de 0,05 \$ étant attribuable au rachat d'actions ordinaires.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Le bénéfice net s'est chiffré à 783 millions de dollars, en hausse de 86 millions ou de 12 % par rapport à l'an dernier, et le bénéfice dilué par action s'est élevé à 1,16 \$, en hausse de 17 % comparativement à 0,99 \$ il y a un an. L'écart entre la croissance du bénéfice selon les PCGR des deux pays est principalement lié à RBC Banque et à RBC Assurances, tel que cela est mentionné aux pages 5 et 6.

Résultats par secteur géographique

Comme cela est illustré au tableau présenté à la page 22, le bénéfice net au Canada a connu une hausse de 23 millions de dollars, le bénéfice de chacun des cinq secteurs d'exploitation ayant augmenté.

Le bénéfice net aux États-Unis a diminué de 8 millions de dollars par rapport à l'an dernier pour se chiffrer à 97 millions ce trimestre. Ce résultat

reflète l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Le bénéfice net à l'étranger a augmenté de 39 millions de dollars en raison des résultats solides enregistrés par la division Crédits mondiaux et par le secteur des obligations internationales de RBC Marchés des Capitaux.

Résultats par secteur d'exploitation

Les résultats financiers par secteur d'exploitation pour le trimestre courant, pour le trimestre précédent et pour le trimestre comparable de l'exercice précédent sont présentés à la page 21 (page 31 pour les données selon les PCGR du Canada).

Les PCGR ne prescrivent pas une méthode donnée aux fins de l'attribution des capitaux propres aux secteurs d'exploitation. Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information, nous affectons les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires à nos secteurs d'exploitation (y compris le secteur Autres) selon des méthodes visant à mesurer les capitaux propres requis pour soutenir les risques liés aux activités de chaque secteur, comme il est mentionné à la page 54 de notre rapport annuel 2002. L'écart entre les capitaux propres attribuables aux actionnaires

ordinaires de RBC et ceux affectés à nos secteurs d'exploitation est présenté dans le secteur Autres. Les méthodes utilisées pour attribuer les capitaux propres nécessitent la formulation d'un jugement par la direction; elles font de temps à autre l'objet de modifications appliquées prospectivement et elles ont une incidence sur d'autres mesures telles que celle du rendement des capitaux propres des secteurs d'exploitation.

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2003, nous avons réduit les capitaux propres attribués au risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels; cette mesure est conforme à l'attribution de capital effectuée pour les autres catégories de risques, qui vise à tirer avantage de la diversification de nos activités et de nos risques. Cela a donné lieu à une baisse de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

affectés à RBC Banque, à RBC Investissements et à RBC Marchés des Capitaux. Au troisième trimestre de 2003, la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à tous les secteurs d'exploitation, à l'exception de RBC Assurances et de RBC Services Internationaux, a diminué en raison surtout de la baisse de la valeur de conversion des actifs libellés en dollars américains, laquelle découle de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. La baisse

des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à RBC Marchés des Capitaux est également imputable à l'amoinissement du risque de crédit. La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à RBC Assurances a augmenté en raison principalement de l'acquisition de Business Men's Assurance Company of America, le 1^{er} mai 2003.

RBC Banque

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T3/03 par rapport au T3/02		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 juillet	31 juillet
			2003	2002
Revenus bruts	71 \$	4 %	1 960 \$	1 889 \$
Frais autres que d'intérêt	54 \$	5 %	1 163 \$	1 109 \$
Provision pour pertes sur créances	(10)\$	(7)%	135 \$	145 \$
Bénéfice net	21 \$	5 %	414 \$	393 \$
Rendement des capitaux propres		270 p.b.	22,6 %	19,9 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(400)\$	(5)%	7 250 \$	7 650 \$

Le bénéfice net a connu une hausse de 21 millions de dollars ou 5 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice au Canada a progressé de 30 millions de dollars ou 9 %, et celui tiré des sociétés acquises par RBC Banque aux États-Unis (qui comprennent RBC Centura et sa filiale RBC Mortgage) a reculé de 8 millions (2 millions de dollars US) pour s'établir à 41 millions (30 millions de dollars US), contre 49 millions (32 millions de dollars US) l'an dernier. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain s'est traduite par une réduction de 10 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice de RBC Banque libellé en dollars américains.

Les revenus de RBC Banque ont progressé de 71 millions de dollars ou 4 % par rapport à la période correspondante de 2002, malgré une baisse de 43 millions de la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains. Les revenus au Canada ont augmenté de 5 % en raison de la croissance des volumes de prêts hypothécaires et de dépôts ainsi que de la stabilité de la marge nette d'intérêt. Bien que les activités de montage de prêts hypothécaires aient augmenté de 3 milliards de dollars US, les revenus des sociétés acquises par RBC Banque aux États-Unis n'ont connu aucune croissance en raison de l'incidence du taux de change et du recul de la marge nette d'intérêt aux États-Unis.

Malgré la croissance des volumes, la provision pour pertes sur créances a diminué de 10 millions de dollars ou 7 %, des améliorations ayant été notées dans les portefeuilles de prêts aux petites entreprises et aux étudiants au Canada, ainsi qu'à RBC Centura.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 54 millions de dollars comparativement à l'an dernier, après déduction d'une réduction de 25 millions des charges attribuable à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. La hausse des frais est en grande partie imputable aux coûts liés à la hausse du volume des activités de montage de prêts hypothécaires aux États-Unis, à l'augmentation de 14 millions de dollars du coût des

prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite, ainsi qu'à l'accroissement des salaires découlant de l'expansion de notre équipe de vente ayant eu lieu au Canada plus tôt au cours de l'exercice. RBC Banque continue de procéder à un contrôle rigoureux de ses charges discrétionnaires.

Le rendement des capitaux propres a augmenté de 270 points de base par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète surtout la baisse de 400 millions de dollars de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur, comme cela est mentionné précédemment.

Le bénéfice net des neuf premiers mois s'est établi à 1 175 millions de dollars, en hausse de 31 millions ou 3 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier, car la hausse du bénéfice au Canada a largement contrebalancé la baisse de 9 millions de la valeur de conversion du bénéfice tiré des sociétés acquises aux États-Unis, lequel s'est chiffré à 140 millions (95 millions de dollars US), par rapport à 149 millions (95 millions de dollars US) pour les neuf premiers mois de 2002.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Le bénéfice net s'est chiffré à 416 millions de dollars, en hausse de 39 millions ou 10 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice net présenté selon les PCGR du Canada était 18 millions de dollars plus élevé que celui présenté selon les PCGR des États-Unis. Ce résultat tient au fait que nous avons adopté la NOC-13 en novembre 2002, en vertu des PCGR du Canada. Cela a donné lieu à une hausse des revenus présentés cette année selon les PCGR du Canada, car selon la NOC-13, nous évaluons au marché nos engagements au titre des prêts hypothécaires aux États-Unis qui sont constatés comme des dérivés. Le taux de croissance en vertu des PCGR des États-Unis a diminué, car ces engagements au titre des prêts hypothécaires ont toujours été évalués au marché. L'ajustement cumulatif aux fins de la NOC-13 a été comptabilisé au premier trimestre de 2003.

RBC Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T3/03 par rapport au T3/02		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 juillet	31 juillet
			2003	2002
Primes	20 \$	4 %	556 \$	536 \$
Primes acquises	(51)\$	(12)%	372 \$	423 \$
Commissions/autres	(4)\$	(11)%	34 \$	38 \$
Prestations versées aux titulaires de polices	36 \$	12 %	(264)\$	(300)\$
Frais d'acquisition	21 \$	28 %	(55)\$	(76)\$
Revenus autres que d'intérêt	2 \$	2 %	87 \$	85 \$
Revenu net d'intérêt	29 \$	54 %	83 \$	54 \$
Revenus bruts	31 \$	22 %	170 \$	139 \$
Frais autres que d'intérêt	26 \$	29 %	117 \$	91 \$
Bénéfice net	8 \$	16 %	57 \$	49 \$
Rendement des capitaux propres		(220)p.b.	24,4 %	26,6 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	200 \$	29 %	900 \$	700 \$

Le bénéfice net a connu une hausse de 8 millions de dollars ou 16 % par rapport à l'an dernier, qui est en grande partie attribuable au rendement amélioré du secteur des assurances habitation et automobile et du secteur des activités d'assurance-vie et de réassurance au Canada. Le bénéfice net de RBC Liberty Insurance s'est établi à néant (néant en dollars US) comparativement à 6 millions (4 millions de dollars US) l'an dernier, en raison des coûts d'intégration liés à l'acquisition de Business Men's Assurance Company of America survenue le 1^{er} mai 2003.

Les primes ont reculé de 51 millions de dollars en raison d'un changement dans la composition des contrats de réassurance-vie en Europe, qui a largement contrebalancé la hausse des primes des autres secteurs d'activité. Les contrats de réassurance-vie en Europe sont renouvelés annuellement; les primes, les coûts d'acquisition et les prestations versées aux titulaires de polices au titre des contrats établis en 2003 sont moins élevés, mais la rentabilité prévue de ces contrats demeure par contre passablement identique à celle des contrats établis en 2002. Les primes tirées des activités au pays ont augmenté de 2 %. Cette augmentation découle de l'accroissement des volumes d'assurance habitation et automobile, lequel a contrebalancé la baisse des ventes d'assurance voyage.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 26 millions de dollars ou 29 %, en raison surtout des frais non récurrents de 8 millions et des frais d'exploitation de 13 millions liés à l'acquisition de Business Men's Assurance Company of America, ainsi que des coûts liés à l'accroissement du volume d'affaires.

Le rendement des capitaux propres a reculé de 220 points de base par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète la hausse de la moyenne des

capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur, dont il est fait mention à la page 5.

Le bénéfice net des neuf premiers mois s'est élevé à 167 millions de dollars, en hausse de 20 % par rapport à la période correspondante de 2002. Le bénéfice net de Liberty Insurance s'est établi à 13 millions de dollars (9 millions de dollars US), contre 17 millions (11 millions de dollars US) l'an dernier.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Le bénéfice net a augmenté de 28 millions de dollars pour se chiffrer à 56 millions au troisième trimestre, comparativement à l'an dernier. Outre les solides résultats obtenus dans pratiquement tous les secteurs d'activité, des résultats considérablement meilleurs ont été enregistrés au titre des activités d'assurance-vie présentées selon les PCGR du Canada. Bien que les résultats de l'an dernier aient nécessité un accroissement des provisions lorsque le repli des marchés et la chute des taux d'intérêt se sont produits, les résultats du troisième trimestre reflétaient une situation plus stable et en voie d'amélioration. Le bénéfice net de RBC Liberty Insurance s'est établi à néant (néant en dollars US), contre (8) millions [(5) millions de dollars US] l'an dernier.

Le bénéfice net des neuf premiers mois s'est chiffré à 158 millions de dollars, en hausse de 57 millions ou 56 % par rapport à la période correspondante de 2002. Le bénéfice net de RBC Liberty Insurance s'est élevé à 11 millions de dollars (7 millions de dollars US), contre (11) millions [(7) millions de dollars US] l'an dernier.

RBC Investissements

	T3/03 par rapport au T3/02		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 juillet 2003	31 juillet 2002
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)				
Revenus bruts	7 \$	1 %	904 \$	897 \$
Frais autres que d'intérêt	(37)\$	(5)%	733 \$	770 \$
Bénéfice net	29 \$	35 %	113 \$	84 \$
Rendement des capitaux propres		600 p.b.	16,7 %	10,7 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(300)\$	(10)%	2 650 \$	2 950 \$

Le bénéfice net a augmenté de 29 millions de dollars ou 35 % par rapport à l'an dernier, en raison de la hausse du bénéfice tiré des activités de courtage au Canada et aux États-Unis.

Le bénéfice net de RBC Dain Rauscher a progressé de 25 millions de dollars pour s'établir à 35 millions, malgré une baisse de 5 millions du bénéfice imputable à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. La hausse du bénéfice découle principalement des résultats solides enregistrés par la division des services à revenu fixe et de la baisse des charges, notamment la diminution de 10 millions de dollars des frais de rémunération au titre de la rétention, lesquels sont passés à 13 millions.

Les revenus ont connu une hausse de 7 millions de dollars ou 1 %, malgré la baisse de 57 millions de la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains. Cette hausse des revenus reflète surtout le rendement solide lié aux activités de courtage au Canada et aux États-Unis ainsi que celui enregistré par la division des services à revenu fixe de RBC Dain Rauscher.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 37 millions de dollars ou 5 %, car la réduction de 48 millions de la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains, le recul des coûts découlant des mesures de compression et la baisse des frais de rémunération au titre de la rétention dont il est fait mention précédemment ont largement contrebalancé la hausse des frais au titre de la rémunération variable.

Le rendement des capitaux propres a progressé de 600 points de base par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète la hausse du bénéfice et la réduction de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur, comme cela est mentionné aux pages 4 et 5.

Le bénéfice net des neuf premiers mois s'est élevé à 286 millions de dollars, en hausse de 36 millions ou 14 % comparativement à la période correspondante de 2002. Le bénéfice net de RBC Dain Rauscher pour les neuf premiers mois s'est chiffré à 63 millions de dollars (44 millions de dollars US), en hausse par rapport à (13) millions [(8) millions de dollars US] l'an dernier, en raison des facteurs dont il est fait mention ci-dessus.

RBC Marchés des Capitaux

	T3/03 par rapport au T3/02		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 juillet 2003	31 juillet 2002
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)				
Revenus bruts	43 \$	7 %	688 \$	645 \$
Frais autres que d'intérêt	6 \$	1 %	420 \$	414 \$
Provision pour pertes sur créances	(37)\$	(49)%	39 \$	76 \$
Bénéfice net	45 \$	44 %	147 \$	102 \$
Rendement des capitaux propres		630 p.b.	15,9 %	9,6 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(350)\$	(9)%	3 650 \$	4 000 \$

Le bénéfice net a connu une hausse de 45 millions de dollars ou 44 % par rapport à l'an dernier, malgré la baisse de 12 millions du bénéfice découlant de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. La hausse du bénéfice net tient en grande partie au rendement solide de la division des services à revenu fixe, à la réduction de la provision pour pertes sur créances et à la constatation, l'an dernier, d'une perte nette de 51 millions de dollars (32 millions après impôts) liée principalement à la protection en matière de crédit fournie à des contreparties afin d'obtenir une exposition à l'égard d'une importante société du secteur des télécommunications aux États-Unis.

Les revenus ont progressé de 43 millions de dollars ou 7 %, malgré une baisse de 34 millions de la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains. La hausse des revenus reflète principalement la perte nette de 51 millions de dollars constatée l'an dernier et dont il est fait mention ci-dessus. Les solides résultats liés aux activités de négociation de titres à revenu fixe ont contrebalancé la baisse des revenus tirés des services de banque d'investissement, des activités de vente et de négociation d'actions cotées, ainsi que des activités de négociation de produits dérivés sur actions, par rapport à l'an dernier.

La provision pour pertes sur créances a reculé de 37 millions de dollars, en raison surtout des recouvrements effectués et de la réduction des provisions liées à des comptes du secteur des télécommunications.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 6 millions de dollars ou 1 % par rapport à l'an dernier, malgré une baisse de 19 millions de la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains. Cette hausse des

frais reflète une combinaison des nouvelles mesures de croissance, des indemnités de départ et la hausse des frais au titre de la rémunération variable liée au bénéfice net plus élevé.

Les activités de Dain Rauscher Wessels ont été intégrées à celles de RBC Marchés des Capitaux au premier trimestre de 2002. Les frais de rémunération au titre de la rétention liés à cette acquisition se sont établis à 2 millions de dollars ce trimestre, en baisse par rapport à 11 millions l'an dernier.

Le rendement des capitaux propres a progressé de 630 points de base par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète la hausse du bénéfice ce trimestre et la baisse de 350 millions de dollars de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur, pour les raisons décrites aux pages 4 et 5.

Le bénéfice net des neuf premiers mois s'est établi à 360 millions de dollars, en hausse de 17 millions ou 5 % par rapport à la période correspondante de 2002.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Le bénéfice net s'est chiffré à 142 millions de dollars, en hausse de 49 millions ou 53 % comparativement à l'an dernier. Les revenus ont progressé de 56 millions de dollars ou 9 % pour s'établir à 686 millions. Ce résultat reflète la perte nette de 51 millions de dollars (32 millions après impôts) constatée l'an dernier et liée principalement à la protection en matière de crédit fournie à des contreparties afin d'obtenir une exposition à l'égard d'une importante société du secteur des télécommunications aux États-Unis, dont il est fait mention précédemment.

RBC Services Internationaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T3/03 par rapport au T3/02		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 juillet 2003	31 juillet 2002
Revenus bruts	6 \$	3 %	218 \$	212 \$
Frais autres que d'intérêt	9 \$	6 %	149 \$	140 \$
Provision pour pertes sur créances	(2)\$	n.s.	–	2 \$
Bénéfice net	–	–	49 \$	49 \$
Rendement des capitaux propres		(200)p.b.	30,4 %	32,4 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	50 \$	8 %	650 \$	600 \$

n.s. non significatif

Le bénéfice net est demeuré inchangé par rapport à l'an dernier, car la hausse des revenus et la baisse de la provision pour pertes sur créances ont été contrebalancées par l'augmentation des frais autres que d'intérêt, laquelle reflète une hausse du niveau d'activités.

Le rendement des capitaux propres s'est établi à 30,4 % par rapport à 32,4 % il y a un an, en raison de la hausse de la moyenne des capitaux

propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur, dont il est fait mention à la page 5.

Le bénéfice net des neuf premiers mois s'est chiffré à 134 millions de dollars, en hausse de 5 millions par rapport à la période correspondante de 2002, et le rendement des capitaux propres s'est élevé à 27,9 %, comparativement à 28,4 % l'an dernier.

Autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T3/03 par rapport au T3/02		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 juillet 2003	31 juillet 2002
Revenus bruts	(52)\$	(66)%	27 \$	79 \$
Frais autres que d'intérêt	8 \$	89 %	(1)\$	(9)\$
Bénéfice net (perte nette)	(49)\$	(109)%	(4)\$	45 \$
Rendement des capitaux propres		(1 480)p.b.	(0,8)%	14,0 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	1 100 \$	88 %	2 350 \$	1 250 \$

Le bénéfice net a diminué de 49 millions de dollars comparativement à la période correspondante de 2002. Ce résultat est en grande partie imputable aux ajustements de taux effectués pour attribuer le bénéfice réalisé sur les capitaux à nos secteurs d'exploitation (qui se sont traduits par une baisse du bénéfice présenté dans le secteur Autres), ainsi qu'à la baisse des revenus tirés des activités de titrisation.

Le recul du rendement des capitaux propres reflète en grande partie la baisse du bénéfice ainsi que la hausse considérable de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires depuis l'an dernier.

L'excédent des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur le montant requis pour couvrir les risques au sein de nos cinq secteurs d'exploitation est présenté dans le secteur Autres. Une analyse de l'attribution des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est présentée aux pages 4 et 5.

Le bénéfice net des neuf premiers mois s'est établi à 110 millions de dollars, en baisse de 51 millions ou 32 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier.

Le bénéfice net s'est chiffré à 7 millions de dollars, en baisse de 61 millions comparativement à l'an dernier. L'écart entre la baisse du résultat selon les

PCGR des deux pays est lié principalement aux différents traitements utilisés pour comptabiliser les droits à la plus-value des actions.

Priorité financière : croissance et diversification des revenus

Revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T3/03 par rapport au T3/02		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 juillet 2003	31 juillet 2002
Revenu net d'intérêt	(19)\$	(1)%	1 741 \$	1 760 \$
Revenus autres que d'intérêt	125 \$	6 %	2 226 \$	2 101 \$
Revenus bruts	106 \$	3 %	3 967 \$	3 861 \$

Le total des revenus a augmenté de 106 millions de dollars ou 3 % par rapport à l'an dernier, malgré une baisse de 150 millions de la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains, laquelle est imputable à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. L'augmentation des revenus tirés des activités de négociation et la hausse du volume des prêts aux particuliers et aux entreprises au Canada ont contribué à la croissance des revenus.

Les revenus des neuf premiers mois ont subi une baisse de 139 millions de dollars ou 1 % comparativement à la période correspondante de 2002. Ce résultat reflète la faiblesse des marchés financiers au premier semestre de l'exercice, ainsi que la diminution de 275 millions de dollars de la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains.

Revenu net d'intérêt

Le revenu net d'intérêt a diminué de 19 millions de dollars ou 1 % comparativement à l'an dernier. Ce résultat est imputable à l'augmentation des coûts de financement des activités de négociation de dérivés et à la réduction intentionnelle du portefeuille de prêts aux entreprises à faible rendement de RBC Marchés des Capitaux.

La marge nette d'intérêt (revenu net d'intérêt exprimé en pourcentage de l'actif moyen) a subi une baisse, passant de 1,90 % l'an dernier à 1,72 %, en raison surtout d'une augmentation des montants et des coûts de financement des actifs générant de faibles taux d'intérêt, tels que les valeurs mobilières.

Le revenu net d'intérêt des neuf premiers mois a reculé de 2 % comparativement à la période correspondante de 2002, et la marge nette d'intérêt des neuf premiers mois s'est élevée à 1,75 %, en baisse contre 1,94 % au cours des neuf premiers mois de 2002, en raison principalement des raisons dont il est fait mention ci-dessus.

Revenus autres que d'intérêt

Les revenus autres que d'intérêt ont augmenté de 125 millions de dollars ou 6 % par rapport au troisième trimestre de 2002. Ce résultat est en grande partie attribuable à la hausse des revenus tirés des activités de négociation.

Les revenus tirés des activités de négociation ont connu une hausse de 103 millions de dollars ou 23 % en raison des rendements plus élevés générés par les services à revenu fixe et les activités de change; les commissions sur le marché financier (qui comprennent les commissions liées aux services de courtage traditionnel, aux services de courtage à escompte et aux opérations avec les institutions) ont progressé de 32 millions de dollars ou 7 %; les revenus tirés des prêts hypothécaires (qui concernent des prêts hypothécaires montés aux États-Unis) ont connu une hausse de 8 millions de dollars ou 15 %; les autres revenus autres que d'intérêt ont augmenté de 32 millions de dollars ou 44 %, résultat qui reflète la perte nette de 51 millions constatée l'an dernier et liée principalement à la protection en matière de crédit fournie à des contreparties afin d'obtenir une exposition à l'égard d'une importante société du secteur des télécommunications aux États-Unis. Les revenus tirés de la gestion des placements et des services de garde ont reculé de 37 millions de dollars ou 12 %; les revenus tirés des fonds communs de placement ont diminué de 20 millions de dollars ou 11 %; les revenus tirés des activités de titrisation ont subi une baisse de 9 millions de dollars ou 24 %.

Les revenus autres que d'intérêt pour les neuf premiers mois ont subi une baisse de 1 % comparativement à la période correspondante de 2002.

Priorité financière : contrôle des coûts

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 66 millions de dollars ou 3 % par rapport au troisième trimestre de 2002. Ce résultat reflète les coûts de 21 millions de dollars liés à l'acquisition de Business Men's Assurance Company of America effectuée ce trimestre, les coûts découlant du volume accru des activités de montage de prêts hypothécaires aux États-Unis, l'augmentation de 15 millions des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite et les salaires liés à l'expansion de l'équipe de ventes au détail ayant eu lieu au Canada plus tôt au cours de l'exercice. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain s'est traduite par une réduction de 110 millions de dollars des frais autres que d'intérêt, comparativement à l'an dernier.

Chacun de nos cinq secteurs d'exploitation continue de réduire ses charges discrétionnaires et de chercher des occasions d'amoindrir ses coûts de façon permanente.

Les frais autres que d'intérêt pour les neuf premiers mois sont demeurés inchangés comparativement à la période correspondante de 2002. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a donné lieu à une baisse des frais autres que d'intérêt de 200 millions de dollars pour les neuf premiers mois.

Priorité financière : excellence de la qualité du crédit

Prêts à intérêts non comptabilisés

Les prêts à intérêts non comptabilisés s'élevaient à 1,9 milliard de dollars au 31 juillet 2003, en baisse de 264 millions par rapport à la fin du dernier trimestre et de 472 millions comparativement à l'an dernier. Comme l'indique le tableau au haut de la page 23, une tranche de 247 millions de dollars de la diminution par rapport au dernier trimestre concerne le portefeuille des prêts aux entreprises et aux gouvernements. Exprimés en pourcentage du total des prêts et des acceptations, les prêts à intérêts non comptabilisés s'établissaient à 1,06 %, comparativement à 1,22 % au deuxième trimestre et à 1,32 % l'an dernier.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002
PCGR des États-Unis			
Provision attribuée	162 \$	213 \$	220 \$
Provision non attribuée	5	(2)	(4)
Total de la provision pour pertes sur créances	167 \$	211 \$	216 \$
Gains sur dérivés de crédit (1)	–	–	(4)
Pertes sur dérivés de crédit (2)	–	–	55
Total de la provision pour pertes sur créances, déduction faite des gains/pertes sur dérivés de crédit	167 \$	211 \$	267 \$
PCGR du Canada			
Provisions spécifiques	170 \$	211 \$	216 \$
Provision générale			
Attribuée	(5)	2	4
Non attribuée	5	(2)	(4)
Total de la provision générale	–	–	–
Total de la provision pour pertes sur créances	170 \$	211 \$	216 \$
Gains sur dérivés de crédit (1)	–	–	(4)
Pertes sur dérivés de crédit (2)	–	–	55
Total de la provision pour pertes sur créances, déduction faite des gains/pertes sur dérivés de crédit	170 \$	211 \$	267 \$
Moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	214 414 \$	216 274 \$	208 338 \$
Provision spécifique pour pertes sur créances exprimée en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,31 %	0,40 %	0,41 %
Provision spécifique pour pertes sur créances, déduction faite des gains/pertes sur dérivés de crédit, exprimée en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,31 %	0,40 %	0,51 %

(1) Gains tirés de l'évaluation au marché des dérivés achetés afin de couvrir les comptes classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés/prêts douteux (gains constatés au poste Revenus autres que d'intérêt/Autres produits). Le gain constaté au troisième trimestre de 2002 concerne un compte du secteur des télécommunications classé à titre de prêt à intérêts non comptabilisés/prêt douteux au deuxième trimestre de 2002 (la liquidation de ces dérivés de crédit a eu lieu au troisième trimestre de 2002).

(2) Pertes découlant de la valeur au marché et constatées au poste Revenus autres que d'intérêt/Autres produits. Nous avons fourni une protection à des contreparties au moyen de dérivés de crédit afin d'obtenir une exposition à l'égard d'une importante société du secteur des télécommunications aux États-Unis. Les prêts de cette société se sont retrouvés en souffrance au troisième trimestre de 2002, et la liquidation des dérivés de crédit connexes a eu lieu au quatrième trimestre de 2002.

Comme l'illustre le tableau ci-contre, le total de la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 167 millions de dollars, en baisse par rapport au dernier trimestre et à l'an dernier. Des provisions moins élevées ont été constatées au titre des portefeuilles de prêts aux particuliers, de prêts commerciaux et de prêts aux entreprises. Tel que cela est mentionné dans les notes figurant au tableau ci-contre, nous avons comptabilisé des gains sur dérivés de crédit de 4 millions de dollars et des pertes sur dérivés de crédit de 55 millions l'an dernier. La perte nette de 51 millions de dollars liée à ces dérivés de crédit a donné lieu à une réduction des revenus autres que d'intérêt au troisième trimestre de 2002, conformément au FAS 133. La direction est d'avis qu'il est utile d'effectuer une analyse qui porte les gains et pertes sur dérivés de crédit liés aux comptes en souffrance en déduction de la provision pour pertes sur créances, car il est ainsi possible de déterminer le plein montant de la perte liée à ces comptes; la direction considère d'ailleurs cette information lorsqu'elle évalue son risque de crédit. La direction croit également que cette information pourrait être utile aux investisseurs lorsqu'ils évaluent la qualité de notre crédit et notre gestion du risque.

Au cours du trimestre, les radiations nettes (radiations, déduction faite des recouvrements) se sont établies à 227 millions de dollars ou 0,51 % de la moyenne des prêts et des acceptations, par rapport à 349 millions ou 0,79 % l'an dernier et à 228 millions ou 0,53 % au deuxième trimestre de 2003.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Comme cela est illustré ci-contre, la provision spécifique pour pertes sur créances s'est établie à 170 millions de dollars, en baisse comparative au dernier trimestre et à l'an dernier. La provision spécifique pour pertes sur créances présentée selon les PCGR du Canada était 3 millions de dollars plus élevée que celle présentée en vertu des PCGR des États-Unis, en raison des différentes méthodes utilisées pour comptabiliser les titres de substitut de prêt. Comme cela est mentionné dans les notes figurant au tableau présenté ci-contre, nous avons comptabilisé des gains sur dérivés de crédit de 4 millions de dollars et des pertes sur dérivés de crédit de 55 millions l'an dernier. La perte nette de 51 millions de dollars sur ces dérivés de crédit a été portée aux autres produits.

Les provisions spécifiques exprimées en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente se sont établies à 0,31 % ce trimestre, contre 0,40 % au deuxième trimestre et 0,41 % l'an dernier (0,51 % il y a un an si le gain sur dérivés de crédit de 4 millions de dollars et la perte sur dérivés de crédit de 55 millions sont portés en déduction de la provision pour pertes sur créances).

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, la provision spécifique pour pertes sur créances, exprimée en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente, s'élève à 581 millions de dollars ou 0,36 % (0,34 % si les gains sur dérivés de crédit de 29 millions enregistrés au premier trimestre de 2003 sont portés en déduction de la provision pour pertes sur créances).

Priorité financière : gestion du bilan et du capital

Actif

Le total de l'actif se chiffrait à 409 milliards de dollars au 31 juillet 2003, en hausse de 10,9 milliards ou 3 % par rapport au 30 avril 2003, et de 31,6 milliards ou 8 % comparativement au 31 juillet 2002.

Par rapport au 30 avril 2003, les liquidités ont reculé de 0,7 milliard de dollars ou 3 %. Les titres ont progressé de 3,9 milliards de dollars ou 4 %, en raison principalement d'un accroissement des titres destinés à la vente. Les prêts (avant la provision spécifique pour pertes sur prêts) ont augmenté de 3,1 milliards de dollars. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont diminué de 0,7 milliard de dollars grâce à nos efforts visant à réduire la taille de notre portefeuille de prêts aux entreprises, et les prêts hypothécaires résidentiels ont connu une hausse de 2,8 milliards (compte tenu de la titrisation de 1,3 milliard de dollars de prêts hypothécaires résidentiels ce trimestre). Les prêts aux particuliers ont progressé de 0,7 milliard de dollars, et les soldes de cartes de crédit ont augmenté de 0,3 milliard. Les autres actifs ont diminué de 0,3 milliard de dollars. Autres – Les autres actifs ont connu une hausse de 1,9 milliard de dollars, et les montants se rapportant aux dérivés ont reculé de 1,3 milliard.

Comparativement au 31 juillet 2002, les liquidités ont augmenté de 1,8 milliard de dollars ou 9 % et les titres ont progressé de 16,7 milliards ou 18 %, en raison de l'accroissement des titres de négociation et des titres destinés à la vente. Les prêts (avant la provision spécifique pour pertes sur prêts) ont connu une hausse de 1,4 milliard de dollars. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont reculé de 6,9 milliards de dollars grâce à nos efforts visant à réduire la taille de notre portefeuille de prêts aux entreprises, et les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 6,6 milliards (compte tenu de la titrisation de 4,4 milliards de dollars de prêts hypothécaires résidentiels au cours de la période de douze mois terminée le 31 juillet 2003). Les prêts aux particuliers et les soldes de cartes de crédit ont respectivement enregistré une hausse de 0,9 milliard de dollars. Les autres actifs ont progressé de 4,7 milliards de dollars, en raison principalement de la hausse de 4,6 milliards des montants se rapportant aux dérivés découlant de la baisse des taux d'intérêt et de l'accroissement des volumes de swaps de taux, ainsi que d'une augmentation de 1,7 milliard du poste Autres – autres actifs.

Autres – Les autres actifs, qui s'établissent à 17,3 milliards de dollars, incluent des créances, plus les intérêts courus, de 726 millions (517 millions de dollars US) de Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. (« Rabobank »), liées à un produit dérivé faisant l'objet d'un litige avec Rabobank. Une discussion à ce sujet est présentée à la note 5 des Notes complémentaires, à la page 21. Après la fin du trimestre, nous avons conclu un règlement à l'amiable avec Enron Corporation, le comité des créanciers de Enron et Rabobank, en vertu duquel nous toucherons un règlement dont la valeur actuelle est d'environ 195 millions de dollars US plus les intérêts. Ce règlement sera porté en déduction de la somme d'argent que doit Rabobank en vertu du swap sur rendement total, mais il n'aura autrement pas d'incidence sur le litige en cours impliquant Rabobank. Le règlement à l'amiable est assujéti à l'approbation des tribunaux.

Gestion du risque

Risque de liquidité

La gestion des liquidités a pour objectif de garantir que nous pouvons obtenir, en temps opportun et de façon rentable, les espèces ou les quasi-espèces nécessaires pour satisfaire à nos obligations. Deux éléments clés de notre cadre de gestion des liquidités sont les politiques visant le maintien d'un niveau minimal d'actifs liquides non engagés et les limites précisant le niveau maximal de sorties nettes de liquidités pour des périodes déterminées. Au 31 juillet 2003, nous nous conformons à ces politiques. Ces éléments et les autres éléments du cadre de gestion des liquidités, qui

Dépôts

Le total des dépôts s'est élevé à 258 milliards de dollars, en hausse de 6,2 milliards ou 2 % par rapport au 30 avril 2003, et de 11,7 milliards ou 5 % comparativement au 31 juillet 2002. Les dépôts portant intérêt ont progressé de 4,9 milliards de dollars ou 2 % par rapport au 30 avril 2003, et de 10,9 milliards ou 5 % comparativement au 31 juillet 2002. Les dépôts ne portant pas intérêt ont connu une hausse de 1,3 milliard de dollars ou 5 % par rapport au 30 avril 2003, et de 0,8 milliard ou 3 % comparativement au 31 juillet 2002.

Capital

La solidité du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) fondées sur l'information financière établie conformément aux PCGR du Canada. Le BSIF a établi des ratios de capital cibles en fonction des risques pour les institutions de dépôt au Canada. Celles-ci doivent en effet atteindre des ratios de capital d'au moins 7 % et 10 % respectivement pour le capital de première catégorie et le capital total.

Au 31 juillet 2003, selon les lignes directrices du BSIF et l'information financière établie conformément aux PCGR du Canada, notre ratio du capital de première catégorie s'établissait à 9,6 %, par rapport à 9,1 % au 31 juillet 2002. Le ratio du capital total s'établissait à 12,7 %, soit un résultat inchangé par rapport au 31 juillet 2002. Ces deux ratios ont dépassé les objectifs que nous nous sommes fixés à moyen terme (de trois à cinq ans), soit 8 % à 8,5 % pour le capital de première catégorie et 11 % à 12 % pour le capital total. L'actif ajusté en fonction des risques se chiffrait à 169,8 milliards de dollars au 31 juillet 2003, soit un résultat en hausse de 2 % par rapport au 30 avril 2003, et de 1 % comparativement au 31 juillet 2002.

Dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, qui a débuté le 24 juin 2002, nous avons racheté 2,7 millions d'actions ordinaires ce trimestre, pour un montant de 159 millions de dollars, soit un prix moyen de 59,36 \$ l'action. Depuis le début de ce programme jusqu'au 23 juin 2003, nous avons racheté 18,5 millions d'actions ordinaires moyennant une contrepartie de 1 015 millions de dollars, soit un prix moyen de 54,99 \$ l'action.

Le 20 juin 2003, nous avons annoncé le renouvellement de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. En vertu de ce programme, qui a débuté le 24 juin 2003 et dont la durée est de un an, nous pouvons racheter un maximum de 25 millions d'actions ordinaires. Depuis le début de ce programme jusqu'au 31 juillet 2003, nous avons racheté 2,3 millions d'actions ordinaires moyennant une contrepartie de 137 millions de dollars, soit un prix moyen de 58,45 \$ l'action.

Nous avons racheté un total de 5 millions d'actions ce trimestre, pour un montant de 296 millions de dollars, soit un prix moyen de 58,94 \$ l'action. Au cours des douze derniers mois, nous avons racheté 17,9 millions d'actions moyennant une contrepartie de 1 006 millions de dollars, soit un prix moyen de 56,10 \$ l'action.

n'ont pas fait l'objet de modifications importantes depuis la publication de notre rapport annuel 2002, sont expliqués plus en détail aux pages 56, 57, 62 et 63 de ce rapport annuel.

Nous avons recours à des actifs liquides et à des conventions de revente pour gérer nos liquidités à court terme. Au 31 juillet 2003, les actifs liquides et les biens achetés en vertu de conventions de revente totalisaient 176 milliards de dollars ou 43 % du total de l'actif, en hausse par rapport à 167 milliards ou 42 % au 30 avril 2003 et à 149 milliards ou 39 % au 31 juillet 2002. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2003, la

moyenne des actifs liquides et des biens achetés en vertu de conventions de revente totalisait 168 milliards de dollars ou 42 % du total de la moyenne de l'actif, par rapport à 165 milliards ou 41 % au dernier trimestre et à 149 milliards ou 40 % l'an dernier. Au 31 juillet 2003, des titres et des garanties d'une valeur comptable de 53 milliards de dollars avaient été nantis ou vendus en vertu de conventions de rachat, ou constituaient des engagements afférents à des titres vendus à découvert. Il s'agit là d'un résultat en baisse par rapport à 55 milliards de dollars au 30 avril 2003 et en hausse comparativement à 44 milliards au 31 juillet 2002.

Évaluation des risques de marché – activités de négociation

Comme il est expliqué aux pages 55 et 56 de notre rapport annuel 2002, nous établissons, pour la gestion des risques, des politiques et des plafonds en fonction desquels nous surveillons et limitons l'exposition au risque de marché découlant de nos activités de négociation. Ces politiques n'ont pas

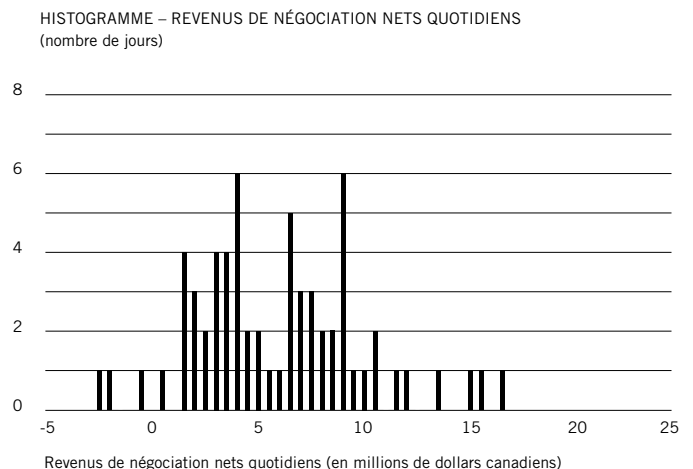
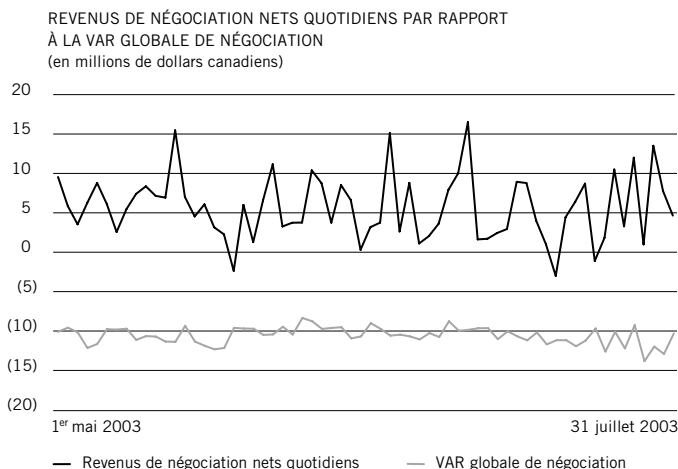
fait l'objet de modifications importantes depuis la publication de notre rapport annuel 2002. Le risque de marché associé aux activités de négociation est géré principalement au moyen d'une méthodologie fondée sur la valeur exposée au risque (VAR).

Le tableau ci-après indique la VAR par catégorie de risque important à la fin du trimestre (haut, moyenne et bas) pour nos activités de négociation combinées pour les trimestres terminés les 31 juillet 2003 et 2002; ce tableau révèle que les montants de la VAR globale du troisième trimestre de 2003 sont légèrement inférieurs à ceux du troisième trimestre de 2002. Le graphique ci-après illustre les revenus de négociation nets quotidiens par rapport à la VAR globale de négociation, et l'histogramme montre les revenus de négociation nets quotidiens pour le trimestre terminé le 31 juillet 2003. Au cours du troisième trimestre, nous avons connu trois séances de négociation marquées par une perte nette.

Activités de négociation (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2003				Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2002			
	À la fin	Haut	Moyenne	Bas	À la fin	Haut	Moyenne	Bas
VAR globale par catégorie de risque important								
Titres de participation	5 \$	11 \$	6 \$	4 \$	7 \$	12 \$	9 \$	6 \$
Change et marchandises	2	6	2	1	3	9	3	1
Taux d'intérêt	9	12	9	7	9	12	6	2
VAR globale (2)	10 \$	14 \$	11 \$	8 \$	12 \$	18 \$	12 \$	8 \$

- (1) Les montants sont présentés avant impôts et représentent la VAR quotidienne à un niveau de confiance de 99 %.
 (2) La VAR globale reflète la corrélation entre chacune des catégories de risque important et l'effet de la diversification.



Faits saillants de l'exploitation

RBC Banque

RBC Centura Bank accroît sa présence en Floride grâce à l'acquisition de 13 succursales : Dans le cadre de notre stratégie d'expansion des services bancaires de détail dans le sud-est des États-Unis, RBC Centura Bank a annoncé, en juillet, la signature d'un accord visant l'acquisition des activités de Provident Financial Group Inc. en Floride, moyennant une contrepartie en espèces d'environ 75 millions de dollars US et la prise en charge de passifs totalisant 30 millions de dollars US. Cette acquisition, qui devrait être conclue à l'automne de 2003, est assujettie aux conditions de clôture d'usage et à l'approbation des autorités de réglementation. Elle permettra à RBC Centura d'ajouter 13 succursales aux 11 succursales situées en Floride acquises dans le cadre de l'acquisition d'Admiralty Bancorp, Inc., en janvier.

RBC Mortgage accroît ses activités aux États-Unis : Aux fins de notre priorité stratégique visant à augmenter nos activités aux États-Unis, RBC Mortgage Company a annoncé, en juillet, la signature d'un accord aux termes duquel elle acquerra Sterling Capital Mortgage Company (SCMC), moyennant une contrepartie d'environ 100 millions de dollars US. Cette acquisition, qui devrait être conclue à l'automne de 2003, est assujettie aux conditions de clôture d'usage et à l'approbation des autorités de réglementation. Elle se traduira par l'ajout de 110 succursales situées dans 16 États et de 16 coentreprises de partenariat d'affaires (dont SCMC est copropriétaire avec des constructeurs immobiliers résidentiels) aux activités existantes de RBC Mortgage. Cette acquisition placera RBC Mortgage parmi les dix premières sociétés de montage de prêts hypothécaires de détail aux États-Unis. Une fois l'opération conclue, l'effectif de RBC Mortgage regroupera environ

1 600 spécialistes des ventes de prêts hypothécaires répartis dans près de 200 bureaux et 32 États, qui peuvent exercer leurs activités dans les 50 États.

La demande pour la carte Visa Platine Voyages RBC demeure élevée : La carte Visa Platine Voyages RBC continue de jouir d'une grande popularité auprès des consommateurs canadiens. Depuis le début de l'exercice, le nombre de cartes émises a augmenté de 200 % par rapport à 2002. Les achats et les avances de fonds effectués au moyen de cette carte ont progressé de 25 % ce trimestre, comparativement à la période correspondante de l'an dernier. Les détenteurs d'une carte Visa Platine Voyages peuvent non seulement échanger des points contre des articles soigneusement sélectionnés, des chèques-cadeaux, des billets de cinéma ou des chèques-cotisations RBC Récompenses, mais aussi échanger des points contre des billets d'avion de plus de 60 compagnies aériennes, dont Air Canada et WestJet, sans périodes d'interdiction, restrictions touchant le choix des sièges ni frais de réservation. Les points peuvent également être convertis en milles AAdvantage d'American Airlines ou en milles British Airways.

RBC Assurances

RBC Liberty Insurance offre des polices d'assurance-vie temporaire sur Internet : En juin, RBC Liberty Insurance a lancé RBC ExpressTerm^{MS}, l'un des premiers produits d'assurance-vie distribué à grande échelle offert en ligne. RBC ExpressTerm^{MS} ne nécessite aucun recours à un agent, et les clients ne doivent fournir aucune signature d'usage. Ils peuvent simplement transmettre leur demande en ligne, et le processus d'acceptation, de souscription et d'établissement de leur police d'assurance-vie se fera durant une seule session en ligne.

RBC Assurances est reconnue comme le meilleur prestataire d'assurance voyage : Pour une deuxième année d'affilée, RBC Assurances a remporté le premier prix décerné par Canadian Travel Press/Travel Courier, dans la catégorie assurance voyage. En sa qualité de meilleur prestataire d'assurance, RBC Assurances a été choisie comme la société d'assurance voyage privilégiée des agents d'assurance au Canada.

RBC Investissements

RBC Gestion d'Actifs Inc. regroupe ses fonds communs de placement sous le nom RBC Fonds : RBC Gestion d'Actifs Inc. a regroupé ses familles de fonds communs de placement sous un nom qui s'aligne sur la marque de RBC Groupe Financier. Les familles de Fonds communs de placement Royal et de RBC Fonds Conseillers formeront une seule et unique gamme de produits appelée RBC Fonds, qui continuera d'être offerte par l'entremise des succursales de RBC Banque Royale et de conseillers indépendants.

Le Groupe des titres à revenu fixe RBC Dain Rauscher et RBC Mortgage collaborent afin de réduire les coûts liés à la titrisation et à la distribution de prêts hypothécaires résidentiels : Le groupe des services à revenu fixe de RBC Dain Rauscher a directement consenti plus de 400 millions de dollars US en prêts hypothécaires résidentiels titrisés à ses clients institutionnels. Auparavant, RBC Mortgage vendait exclusivement ses prêts à des intermédiaires et à des contreparties; ceux-ci mettaient ensuite des prêts hypothécaires titrisés à la disposition de RBC Dain Rauscher, et ces prêts étaient consentis aux clients institutionnels de RBC Dain Rauscher.

Le Groupe des titres à revenu fixe des marchés émergents RBC Investissements se joint à RBC Marchés des Capitaux pour améliorer sa gamme de titres internationaux à revenu fixe : Cette nouvelle entreprise optimise le réseau de vente, la gestion des risques et la technologie de RBC Marchés des Capitaux, ainsi que l'expertise de RBC Investissements eu égard aux

marchés émergents, et elle permet d'offrir aux clients institutionnels et aux particuliers une plus vaste gamme de titres internationaux à revenu fixe et de services de conseils. Étant donné que les pays à marché émergent représentent 75 % de la population mondiale et 50 % du produit intérieur brut mondial, les titres d'emprunt des marchés émergents peuvent constituer une composante clé des investissements d'un client à l'échelle mondiale.

RBC Marchés des Capitaux

Nouvelles affaires : RBC Marchés des Capitaux a participé à un certain nombre d'opérations importantes ce trimestre, dont les suivantes :

- La division a agi à titre de seul placeur d'une facilité de financement provisoire de 750 millions de livres sterling, aux fins de l'acquisition de Selfridges plc par Wittington Investments Limited.
- Elle a participé à la première étape de la syndication du financement de 4 milliards de dollars US d'Alcan Inc., dont une tranche de 1,3 milliard de dollars US a été placée par RBC Marchés des Capitaux.
- Elle a agi à titre de cogestionnaire du premier appel public à l'épargne de 1 milliard de dollars du Fonds de revenu Pages Jaunes, et comme cochef de file et unique placeur pour compte eu égard à une facilité de prêt de 1,3 milliard.
- Elle a fourni des conseils à DuPont Corp. eu égard à l'acquisition de la totalité des actions en circulation de DuPont Canada. La valeur de cette opération est de 1,4 milliard de dollars.

Les activités de placement de titres à revenu fixe demeurent solides :

RBC Marchés des Capitaux a terminé en tête du classement aux tableaux par rapport à ses homologues canadiens au cours des six premiers mois de l'année civile, avec 410 placements de titres à revenu fixe d'une valeur totalisant 30,4 milliards de dollars, son plus proche concurrent ayant effectué 136 placements d'une valeur totalisant 14,8 milliards.

RBC Services Internationaux

La division est reconnue comme un chef de file en Europe en matière de services de garde : Dans le cadre du sondage 2003 sur les services de garde internationaux effectué par le magazine *Global Investor*, RBC Services Internationaux s'est classée première au monde pour la qualité des services fournis aux clients européens. Ce sondage annuel a été publié en mai, et 79 des 100 principaux gestionnaires de fonds d'actifs internationaux y ont participé.

La division a lancé un produit de gestion des risques : RBC Services Internationaux a lancé Gestion des risques BENCHMARK^{MD}, un produit conçu de manière à aider les investisseurs institutionnels à gérer les risques de perte. Ce produit est doté d'un logiciel élaboré par RiskMetrics Group, une importante société d'analyse financière. Il sert à calculer la valeur exposée au risque (VAR) et fournit aux clients un moyen pratique de comparer les risques liés à diverses catégories d'actifs et à divers secteurs, d'examiner la façon dont de faibles variations de la pondération d'une position peuvent influencer sur le risque du portefeuille (ou risque d'illiquidité) et d'évaluer la mesure dans laquelle la suppression d'un portefeuille donné peut avoir une incidence sur le risque, en tenant compte des répercussions « cachées » du processus de couverture naturelle.

La division est de nouveau dépositaire pour la British Columbia Investment Management Corporation :

En juillet, RBC Services Internationaux ont annoncé que la British Columbia Investment Management Corporation leur avait de nouveau demandé de lui fournir des services de garde internationaux et services connexes relativement à son portefeuille d'actifs diversifié, lequel se chiffre à 57 milliards de dollars.

À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (symbole du titre au téléscripateur des Bourses de Toronto et de New York : RY) utilise le préfixe RBC pour désigner ses secteurs d'exploitation et ses filiales, qui exercent leurs activités sous la marque RBC Groupe Financier. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque au Canada en matière de capitalisation boursière et d'actifs, et elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord. Elle offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion

de patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et aux marchés des capitaux et des services de traitement des opérations. La société compte 60 000 employés au service de plus de 12 millions de particuliers, d'entreprises et de clients du secteur public en Amérique du Nord et dans une trentaine de pays partout dans le monde. Pour en savoir davantage, visitez le site Web rbc.com.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit, comprises dans le présent rapport intermédiaire et dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives sont faites conformément aux dispositions prévoyant des « mesures refuges » de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos objectifs pour 2003 et à moyen et à long terme et des stratégies élaborées afin d'atteindre ces objectifs, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, attentes, prévisions, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « soupçonner », « croire », « perspectives », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « se proposer », « projeter » et l'emploi du conditionnel ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et bien précis, et il est possible que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des plans, objectifs, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment la solidité de l'économie canadienne en général et la solidité des économies locales des régions du Canada où nous exerçons nos activités; la solidité de l'économie américaine et des économies des autres pays où nous effectuons des opérations importantes; l'incidence des modifications

de la politique monétaire et fiscale, notamment les modifications des politiques relatives aux taux d'intérêt de la Banque du Canada et du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis; les modifications de la politique en matière de commerce; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'inflation; les fluctuations des marchés financiers et des marchés des devises; la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services dans des marchés réceptifs; l'incidence des modifications apportées aux lois et règlements qui régissent les services financiers (notamment les services bancaires, les assurances et les valeurs mobilières); les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; notre capacité de mener à bien des acquisitions stratégiques et d'intégrer les acquisitions; les procédures judiciaires ou réglementaires imprévues; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; l'incidence possible, sur nos activités, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux, y compris ceux liés à la guerre contre le terrorisme et la mesure dans laquelle nous prévoyons les risques inhérents aux facteurs qui précèdent et réussissons à les gérer.

Nous informons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

L'information fournie dans les sites Web mentionnés dans le présent rapport intermédiaire ou pouvant être obtenue par l'entremise de ces sites ne fait pas partie dudit rapport intermédiaire. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport intermédiaire sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Principales informations financières (non vérifié) (1)

	Variation par rapport au 31 juillet 2002	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le		
		31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002	
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions et les pourcentages)							
Résultats							
Revenu net d'intérêt	(1)%	1 741 \$	1 696 \$	1 760 \$	(2)%	5 240 \$	5 343 \$
Revenus autres que d'intérêt	6	2 226	2 053	2 101	(1)	6 440	6 476
Revenus bruts	3	3 967	3 749	3 861	(1)	11 680	11 819
Provision pour pertes sur créances	(23)	167	211	216	(30)	578	830
Frais autres que d'intérêt	3	2 581	2 514	2 515	–	7 654	7 643
Bénéfice net	7	776	689	722	3	2 232	2 166
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	130 p.b.	17,4 %	15,4 %	16,1 %	(10)p.b.	16,6 %	16,7 %
Données au bilan							
Prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts)	1 %	173 239 \$	170 117 \$	171 824 \$			
Actif	8	409 087	398 185	377 536			
Dépôts	5	257 733	251 566	246 040			
Débitures subordonnées	(7)	6 780	6 828	7 318			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	2	17 602	17 612	17 270			
Ratios de capital (règles canadiennes) (3)							
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	20 p.b.	10,4 %	10,6 %	10,2 %			
Ratio du capital de première catégorie	50	9,6 %	9,6 %	9,1 %			
Ratio du capital total	–	12,7 %	12,8 %	12,7 %			
Ratios de capital (règles américaines) (4)							
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	10 p.b.	10,4 %	10,7 %	10,3 %			
Ratio du capital de première catégorie	40	8,9 %	8,9 %	8,5 %			
Ratio du capital total	10	12,1 %	12,2 %	12,0 %			
Information sur les actions ordinaires							
Actions en circulation (en milliers)							
À la fin	(2)%	658 612	662 427	671 671	(2)%	658 612	671 671
Moyenne (de base)	(2)	660 810	664 634	673 787	(2)	663 808	674 004
Moyenne (dilué)	(2)	668 133	671 991	680 712	(1)	671 362	680 370
Bénéfice par action							
De base	12 %	1,16 \$	1,00 \$	1,04 \$	6 %	3,28 \$	3,10 \$
Dilué	12	1,14	0,99	1,02	6	3,24	3,07
Cours de l'action							
Haut (5)	5 %	61,64 \$	59,91 \$	58,89 \$	5 %	61,64 \$	58,89 \$
Bas (5)	26	56,75	53,26	45,05	18	53,26	45,05
À la clôture	10	58,90	59,80	53,45	10	58,90	53,45
Dividendes par action	13	0,43	0,43	0,38	13	1,26	1,12
Valeur comptable par action – à la fin	4	26,73	26,59	25,71	4	26,73	25,71
Capitalisation boursière (en milliards de dollars canadiens)	8	38,8	39,6	35,9	8	38,8	35,9
Renseignements divers							
Employés (équivalent de travail à plein temps)	833	60 621	59 575	59 788			
Guichets automatiques bancaires	(55)	4 465	4 538	4 520			
Unités de service							
Au Canada	(14)	1 301	1 304	1 315			
À l'étranger	(34)	777	771	811			

(1) L'information financière est tirée des états financiers consolidés préparés en vertu des PCGR des États-Unis, sauf indication contraire. Certains termes sont définis dans le glossaire présenté aux pages 103 et 104 du rapport annuel 2002.

(2) Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (calculée selon la moyenne des soldes mensuels liés aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période).

(3) Selon les lignes directrices établies par le surintendant des institutions financières Canada (BSIF) et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada.

(4) Selon les lignes directrices établies par le Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR des États-Unis.

(5) Cours intrajournaliers – haut et bas.

États financiers intermédiaires consolidés (non vérifié)

Bilan consolidé (non vérifié)

	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 octobre 2002	31 juillet 2002
(en millions de dollars canadiens)				
Actif				
Liquidités				
Encaisse et montants à recevoir de banques	2 474 \$	2 669 \$	2 534 \$	2 227 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	18 773	19 262	18 759	17 268
	21 247	21 931	21 293	19 495
Valeurs mobilières				
Titres du compte de négociation (incluant des montants nantis de 5 352 \$, 5 000 \$, 6 558 \$ et 6 373 \$)	72 293	75 472	69 457	67 770
Titres destinés à la vente	36 127	29 058	25 896	23 938
	108 420	104 530	95 353	91 708
Biens achetés en vertu de conventions de revente	41 868	37 087	35 831	34 938
Prêts				
Prêts hypothécaires résidentiels	77 201	74 431	72 842	70 641
Prêts aux particuliers	33 171	32 451	31 956	32 222
Prêts sur cartes de crédit	5 625	5 327	4 914	4 774
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	57 242	57 908	61 811	64 187
	173 239	170 117	171 523	171 824
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(2 156)	(2 226)	(2 203)	(2 218)
	171 083	167 891	169 320	169 606
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	6 391	7 088	8 051	7 550
Montants se rapportant aux produits dérivés	35 782	37 127	31 250	31 168
Locaux et matériel	1 563	1 570	1 639	1 618
Écart d'acquisition	4 778	4 844	5 040	5 115
Autres actifs incorporels	624	654	665	689
Autres actifs	17 331	15 463	13 490	15 649
	66 469	66 746	60 135	61 789
	409 087 \$	398 185 \$	381 932 \$	377 536 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts				
Au Canada				
Ne portant pas intérêt	23 507 \$	22 652 \$	23 222 \$	22 954 \$
Portant intérêt	130 421	125 504	119 737	115 847
À l'étranger				
Ne portant pas intérêt	3 148	2 744	2 969	2 937
Portant intérêt	100 657	100 666	99 112	104 302
	257 733	251 566	245 040	246 040
Autres				
Acceptations	6 391	7 088	8 051	7 550
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	20 238	23 389	17 990	15 826
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	24 589	22 104	21 109	19 630
Montants se rapportant aux produits dérivés	36 367	37 365	32 737	33 360
Autres passifs	37 111	29 286	29 821	27 425
	124 696	119 232	109 708	103 791
Débitures subordonnées	6 780	6 828	6 960	7 318
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 454	1 475	1 469	1 444
Capitaux propres				
Capital-actions				
Actions privilégiées	822	1 472	1 515	1 673
Actions ordinaires (émises et en circulation : 658 611 652, 662 427 105, 665 257 068 et 671 670 961)	7 001	7 012	6 963	7 017
Surplus d'apport	86	78	76	45
Bénéfices non répartis	11 278	11 053	10 473	10 326
Autres éléments du résultat global cumulés	(763)	(531)	(272)	(118)
	18 424	19 084	18 755	18 943
	409 087 \$	398 185 \$	381 932 \$	377 536 \$

État consolidé des résultats (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
(en millions de dollars canadiens)					
Revenu d'intérêt					
Prêts	2 569 \$	2 486 \$	2 617 \$	7 672 \$	7 810 \$
Titres du compte de négociation	466	464	479	1 426	1 430
Titres destinés à la vente	276	272	283	848	863
Biens achetés en vertu de conventions de revente	225	184	165	601	456
Dépôts à des banques	90	95	109	296	366
	3 626	3 501	3 653	10 843	10 925
Frais d'intérêt					
Dépôts	1 391	1 339	1 443	4 163	4 246
Autres passifs	400	373	349	1 157	1 028
Débitures subordonnées	94	93	101	283	308
	1 885	1 805	1 893	5 603	5 582
Revenu net d'intérêt	1 741	1 696	1 760	5 240	5 343
Provision pour pertes sur créances	167	211	216	578	830
	1 574	1 485	1 544	4 662	4 513
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des activités de négociation	543	481	440	1 568	1 280
Commissions sur le marché financier	496	397	464	1 293	1 440
Commissions de gestion de placements et de services de garde	278	278	315	838	901
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	270	261	262	810	766
Revenus tirés des fonds communs de placement	168	161	188	498	553
Revenus sur cartes	82	63	78	218	211
Revenus tirés des activités hypothécaires	63	59	55	192	183
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	75	59	74	201	207
Revenus tirés des activités d'assurance	66	84	69	215	194
Commissions de crédit	58	63	57	184	171
Revenus tirés de la titrisation	29	41	38	104	127
Gain (perte) sur la vente de valeurs mobilières	(6)	48	(11)	16	3
Autres	104	58	72	303	440
	2 226	2 053	2 101	6 440	6 476
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines	1 621	1 558	1 579	4 810	4 751
Frais d'occupation	199	190	198	583	587
Matériel	178	199	185	561	551
Communications	180	193	193	551	580
Honoraires	113	106	100	332	286
Amortissement des autres actifs incorporels	16	20	18	55	52
Autres	274	248	242	762	836
	2 581	2 514	2 515	7 654	7 643
Bénéfice net avant impôts	1 219	1 024	1 130	3 448	3 346
Charge d'impôts	413	304	381	1 127	1 100
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	806	720	749	2 321	2 246
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	30	31	27	89	80
Bénéfice net	776 \$	689 \$	722 \$	2 232 \$	2 166 \$
Dividendes sur actions privilégiées	12	22	25	57	74
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	764 \$	667 \$	697 \$	2 175 \$	2 092 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	660 810	664 634	673 787	663 808	674 004
Bénéfice par action (en dollars)	1,16 \$	1,00 \$	1,04 \$	3,28 \$	3,10 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	668 133	671 991	680 712	671 362	680 370
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,14 \$	0,99 \$	1,02 \$	3,24 \$	3,07 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
(en millions de dollars canadiens)					
Actions privilégiées					
Solde au début	1 472 \$	1 502 \$	1 668 \$	1 515 \$	1 990 \$
Rachetées aux fins d'annulation	(634)	—	—	(634)	(315)
Gain ou perte de change relatif aux actions libellées en devises	(16)	(30)	5	(59)	(2)
Solde à la fin	822	1 472	1 673	822	1 673
Actions ordinaires					
Solde au début	7 012	7 029	7 012	6 963	6 926
Émises	42	37	39	154	168
Frais d'émission, déduction faite des impôts connexes	—	—	—	—	(1)
Achetées aux fins d'annulation	(53)	(54)	(34)	(116)	(76)
Solde à la fin	7 001	7 012	7 017	7 001	7 017
Surplus d'apport					
Solde au début	78	80	41	76	33
Renonciation aux droits à la plus-value des actions, déduction faite des impôts connexes	7	(3)	—	4	—
Options sur actions octroyées	1	1	4	6	12
Solde à la fin	86	78	45	86	45
Bénéfices non répartis					
Solde au début	11 053	10 910	10 019	10 473	9 311
Bénéfice net	776	689	722	2 232	2 166
Dividendes sur actions privilégiées	(12)	(22)	(25)	(57)	(74)
Dividendes sur actions ordinaires	(284)	(285)	(256)	(836)	(756)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(243)	(239)	(134)	(522)	(318)
Frais d'émission, déduction faite des impôts connexes	(12)	—	—	(12)	(3)
Solde à la fin	11 278	11 053	10 326	11 278	10 326
Autres éléments du résultat global cumulés, déduction faite des impôts connexes					
Gains et pertes non réalisés sur les titres destinés à la vente	74	214	102	74	102
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture	(473)	(370)	(64)	(473)	(64)
Gains et pertes sur les instruments dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(71)	(82)	(139)	(71)	(139)
Obligation additionnelle au titre des prestations constituées	(293)	(293)	(17)	(293)	(17)
Solde à la fin	(763)	(531)	(118)	(763)	(118)
Capitaux propres à la fin	18 424 \$	19 084 \$	18 943 \$	18 424 \$	18 943 \$
Résultat global, déduction faite des impôts connexes					
Bénéfice net	776 \$	689 \$	722 \$	2 232 \$	2 166 \$
Autres éléments du résultat global					
Variation des gains et des pertes non réalisés sur les titres destinés à la vente	(140)	6	32	(128)	(88)
Variation des gains et des pertes de change non réalisés	(234)	(785)	238	(1 174)	100
Incidence de la couverture des gains et des pertes de change non réalisés	131	483	(235)	755	(126)
Variation des gains et des pertes sur les instruments dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(11)	(6)	(47)	(5)	(35)
Reclassement aux résultats de gains et de pertes liés à la couverture des flux de trésorerie	22	25	30	61	86
Résultat global	544 \$	412 \$	740 \$	1 741 \$	2 103 \$

État consolidé des flux de trésorerie (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net	776 \$	689 \$	722 \$	2 232 \$	2 166 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation :					
Provision pour pertes sur créances	167	211	216	578	830
Amortissement	94	94	98	284	291
Amortissement des autres actifs incorporels	16	20	18	55	52
Impôts reportés	54	72	4	164	(81)
Gain à la vente de locaux et de matériel	(5)	(3)	(12)	(13)	(37)
Gain tiré de la titrisation de prêts	(19)	(6)	(10)	(25)	(42)
Perte (gain) sur la vente de titres destinés à la vente	6	(48)	11	(16)	(3)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation :					
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	17	37	166	102	(83)
Impôts exigibles	(2)	383	(49)	257	303
Actifs se rapportant aux produits dérivés	1 345	173	(9 205)	(4 532)	(2 526)
Passifs se rapportant aux produits dérivés	(998)	(1 068)	9 968	3 630	3 912
Titres du compte de négociation	3 180	(4 971)	(1 357)	(2 835)	(9 357)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(3 151)	4 466	(1 319)	2 248	(211)
Autres	3 845	(456)	(2 639)	884	(841)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	5 325	(407)	(3 388)	3 013	(5 627)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	489	(1 903)	703	(14)	(1 544)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(4 004)	(1 101)	(1 658)	(4 168)	(2 456)
Produit tiré de la titrisation de prêts	434	308	742	742	1 490
Produit tiré de la vente de titres destinés à la vente	4 742	3 760	5 637	11 869	13 236
Produit tiré de l'arrivée à échéance de titres destinés à la vente	5 417	5 632	2 766	16 514	11 244
Acquisitions de titres destinés à la vente	(14 694)	(8 342)	(7 244)	(34 287)	(24 304)
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(87)	(54)	(115)	(210)	(265)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente	(4 781)	787	(1 565)	(6 037)	932
Flux de trésorerie nets affectés à l'acquisition de filiales	22	–	(159)	(172)	(159)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(12 462)	(913)	(893)	(15 763)	(1 826)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation des dépôts au Canada	5 772	6 389	(324)	10 969	(1 757)
Variation des dépôts à l'étranger	395	(3 454)	6 869	855	10 366
Émission de débentures subordonnées	–	–	–	–	635
Débentures subordonnées rachetées	–	–	–	–	(101)
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	(645)	–	–	(645)	(315)
Frais d'émission	(1)	–	–	(1)	(4)
Émission d'actions ordinaires	41	35	39	147	149
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(296)	(293)	(168)	(638)	(394)
Dividendes versés	(308)	(290)	(281)	(887)	(823)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	2 485	(1 283)	(2 610)	3 480	(1 234)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(501)	(116)	1 160	(590)	1 366
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	6 942	988	4 685	12 690	7 888
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	(195)	(332)	404	(60)	435
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	2 669	3 001	1 823	2 534	1 792
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	2 474 \$	2 669 \$	2 227 \$	2 474 \$	2 227 \$
Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie					
Intérêts versés durant la période	1 870 \$	1 748 \$	1 902 \$	5 566 \$	6 263 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	379 \$	417 \$	231 \$	1 555 \$	631 \$

Notes complémentaires (non vérifié)

Ces états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2002. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

Note 1 Principales conventions comptables

Ces états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis et en fonction des mêmes conventions comptables que celles qui sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2002 (pages 72 à 75 du rapport annuel 2002), sous réserve des renseignements ci-après.

Garanties

En novembre 2002, le Financial Accounting Standards Board (le « FASB ») a publié le bulletin d'interprétation n° 45 (le « FIN 45 »), *Guarantor's Accounting and Disclosure Requirements for Guarantees, Including Indirect Guarantees of Indebtedness of Others*. Ces directives viennent compléter les directives comptables antérieures, et exigent que les sociétés qui agissent à titre de garant présentent des informations plus détaillées à propos de certaines garanties dans leurs états financiers annuels et intermédiaires publiés après le 15 décembre 2002. Le FIN 45 exige que le garant constate, à l'entrée en vigueur de la garantie, un passif correspondant à la juste valeur de son obligation au titre de la garantie accordée. Les exigences de constatation et de mesure initiales du passif s'appliquent sur une base prospective aux garanties établies ou modifiées après le 31 décembre 2002. L'adoption du FIN 45 n'a pas eu une incidence importante sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation.

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes du FIN 45. En vertu de ce dernier, une garantie est un contrat (y compris un engagement d'indemnisation) qui peut éventuellement nous obliger à faire un paiement (soit sous forme d'espèces, d'instruments financiers, d'autres actifs, de l'émission de nos actions ou de la prestation de services) à une contrepartie par suite i) de la variation d'un taux d'intérêt, d'un taux de change, du cours d'un titre ou d'une marchandise, d'un indice ou d'un autre élément qui est lié à un actif, à un passif ou à un titre participatif de la contrepartie, ii) de l'inexécution d'une obligation contractuelle par un tiers ou iii) du défaut, par un tiers, de rembourser sa dette au moment où celle-ci devient exigible. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente les sommes qui pourraient être versées au titre des garanties en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance, ou en raison de biens détenus ou reçus en nantissement.

Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers :

	Montant maximal potentiel des paiements futurs au titre des garanties
Facilités de garantie de liquidités	22 187 \$
Dérivés de crédit/options vendues (1)	13 497
Lettres de crédit de soutien financier	10 304
Rehaussements de crédit	5 689
Garanties d'exécution	3 034
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	527

(1) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.

Nous fournissons des facilités de garantie de liquidités dans le cadre de programmes de papier commercial adossé à des créances (les « programmes ») administrés par nous et par des tiers, à titre de source de financement de rechange advenant le cas où lesdits programmes ne seraient pas en mesure d'accéder aux marchés du papier commercial et, dans certaines circonstances précises, lorsque les mesures de rendement prédéterminées des actifs financiers que ces structures détiennent ne sont pas respectées. La durée des facilités de garantie de liquidités peut atteindre un an. Les modalités des facilités de garantie de liquidités ne nous obligent pas à avancer des fonds aux programmes en cas de faillite ni pour acheter des actifs non productifs ou non remboursés. Aucune des facilités de garantie de liquidités que nous avons fournies n'a été utilisée.

Nos clients peuvent utiliser des dérivés de crédit ou des options vendues aux fins de spéculation ou de couverture. La définition de « garantie » fournie par le FIN 45 inclut les dérivés qui peuvent éventuellement nous obliger à faire un paiement à la contrepartie d'une garantie par suite de la variation d'un élément sous-jacent se rapportant à un actif, à un passif ou à un titre participatif de la contrepartie. Nous n'avons présenté que les montants liés à des opérations pour lesquelles il est probable, en fonction des renseignements dont nous disposons, que le client utilise le dérivé de crédit ou l'option vendue pour se protéger contre une variation d'un élément sous-jacent se rapportant à un actif, à un passif ou à un titre participatif du client. Nous utilisons des dérivés de crédit qui constituent des ententes contractuelles de gré à gré visant la compensation d'un acheteur (une société ou une entité gouvernementale) dans le cas où ce dernier subirait une perte financière par suite d'un événement de crédit se rapportant à un engagement précis, comme une obligation ou un prêt. La durée à l'échéance de ces dérivés de crédit varie selon les contrats, et peut atteindre dix ans. Nous utilisons également des options vendues, qui sont des ententes contractuelles en vertu desquelles nous accordons à l'acheteur (une société ou une entité gouvernementale) le droit, mais ne lui imposons pas l'obligation, de vendre, à une date déterminée ou avant cette date, un montant établi d'un instrument financier à un prix déterminé d'avance. Les options vendues qui répondent habituellement à la définition de « garantie » comprennent les contrats de change, les dérivés sur titres de participation et certains dérivés sur marchandises. La durée à l'échéance de ces options varie selon les contrats, et peut atteindre cinq ans.

Les lettres de crédit de soutien financier et les garanties d'exécution constituent des engagements irrévocables de notre part d'effectuer les paiements d'un client qui ne pourrait pas respecter ses obligations envers des tiers. La durée à l'échéance de ces garanties peut atteindre quatre ans. Notre politique en ce qui a trait aux biens donnés en garantie à l'égard de ces instruments est habituellement la même que celle qui s'applique aux prêts. La valeur comptable inclut des montants au titre des produits reportés devant être constatés dans les résultats sur la durée du contrat.

Les rehaussements de crédit partiels que nous fournissons aux structures d'accueil multicédantes que nous administrons visent à protéger les investisseurs porteurs de papier commercial advenant le cas où le rehaussement de crédit de tiers lié aux portefeuilles d'actifs ne serait pas assez élevé pour empêcher un défaut de paiement eu égard à un ou plusieurs de ces portefeuilles. Chaque portefeuille d'actifs est structuré de manière à obtenir une cote de titre de bonne qualité au moyen du rehaussement de crédit relatif à chaque opération. La durée de ces facilités de crédit s'établit entre un an et cinq ans.

Aux termes de diverses ententes conclues avec des investisseurs, nous pouvons être tenus de racheter des prêts hypothécaires montés aux États-Unis et vendus à un investisseur si les prêts ne sont pas assurés pendant une durée excédant un an; nous pouvons aussi être tenus de rembourser toute prime reçue si les prêts hypothécaires font l'objet d'un remboursement anticipé ou d'un défaut de paiement dans les 120 jours qui suivent la vente. Les prêts hypothécaires sont entièrement garantis par des propriétés résidentielles.

Au 31 juillet 2003, nous avons constaté dans notre bilan consolidé un montant de 203 millions de dollars relativement à ces garanties.

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des ententes d'indemnisation (lesquelles comportent souvent des modalités types) avec nos contreparties dans le cadre d'ententes telles que les contrats d'acquisition, de vente, de prestation de services et de location, ainsi que les contrats signés avec des dirigeants ou des administrateurs. Ces ententes d'indemnisation pourraient exiger que nous compensions la contrepartie pour des coûts engagés en raison d'une modification des lois et des règlements (y compris les lois fiscales) ou de poursuites ou de sanctions légales dont la contrepartie ferait l'objet par suite de l'opération. Les modalités des ententes d'indemnisation varient d'un contrat à l'autre. La nature de ces ententes d'indemnisation nous empêche d'estimer de façon raisonnable le montant maximal potentiel que nous pourrions être tenus de verser aux contreparties. Par le passé, nous n'avons jamais eu à verser un montant important en vertu de telles ententes. Aucun montant n'a été constaté au bilan consolidé au titre de ces ententes d'indemnisation.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les actifs, les passifs et les résultats d'exploitation de l'ensemble des filiales, après élimination des opérations et soldes intersociétés. En vertu du bulletin d'interprétation n° 46 du FASB, *Consolidation of Variable Interest Entities* (le « FIN 46 »), tel qu'il est décrit plus en détail ci-après, nous consolidons également les entités à détenteurs de droits variables (EDDV) créées après le 31 janvier 2003 lorsque nous en sommes le principal bénéficiaire.

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

Le 17 janvier 2003, le FASB a publié le FIN 46 qui précise l'application de l'Accounting Research Bulletin n° 51, intitulé *Consolidated Financial Statements*, aux entités (définies comme des EDDV et plus communément appelées structures d'accueil) dans lesquelles les investisseurs en instruments de capitaux propres ne détiennent pas une « participation financière majoritaire » ou dont les capitaux propres à risque ne sont pas suffisants pour permettre à l'entité de financer ses activités sans le soutien financier subordonné supplémentaire d'autres parties. Le FIN 46 exige la consolidation d'une EDDV par son « principal bénéficiaire »; celui-ci est défini comme la partie qui obtient les principaux rendements résiduels prévus ou assume les pertes prévues découlant des activités de l'EDDV. Le bulletin d'interprétation s'applique avec prise d'effet immédiate à toutes les EDDV créées après le 31 janvier 2003, et à compter du début de la première période de déclaration intermédiaire ou annuelle ouverte après le 15 juin 2003 dans le cas des EDDV créées avant le 1^{er} février 2003.

Le résumé qui suit présente les incidences prévues du FIN 46 sur les principales catégories d'EDDV avec lesquelles nous sommes associés. Nous continuons à évaluer les incidences du FIN 46 sur nos EDDV au fur et à mesure que de nouvelles directives sont fournies par le FASB.

Trisuration des actifs financiers des clients

Nous administrons des programmes de papier commercial adossé à des créances offerts par des fonds multicédants, qui achètent des actifs financiers aux clients (dont le montant totalisait 26 milliards de dollars au 31 juillet 2003) et financent ces achats en émettant du papier commercial adossé à des créances. Le papier commercial des fonds multicédants est sans garantie (sauf lorsque nous sommes partie à des facilités de garantie de liquidités ou à des rehaussements de crédit), et nous n'avons aucun droit sur les actifs détenus par les fonds multicédants. Les clients utilisent les fonds multicédants pour diversifier leurs sources de financement ou réduire le coût de financement. Nous fournissons des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels aux fonds multicédants. Ces mesures sont également incluses dans les données présentées plus haut à l'égard des garanties et représentent la perte maximale que nous pourrions subir, qui s'établissait à 25 milliards de dollars au 31 juillet 2003. Nous procédons actuellement à la restructuration de ces fonds multicédants et, en conséquence, nous ne prévoyons pas consolider l'actif ni le passif de ces structures à notre bilan à la fin du quatrième trimestre.

Gestion des actifs

Nous agissons à titre de gestionnaire de garanties pour plusieurs entités offrant des obligations garanties par des créances (OGC), qui investissent dans des prêts à terme avec levier financier consentis par la Banque, dans des obligations à rendement élevé et dans du crédit mezzanine aux entreprises. Au 31 juillet 2003, le capital nominal des OGC que nous gérons se chiffrait à 1,4 milliard de dollars et la perte maximale que nous pouvons subir se chiffrait à 13 millions, ce qui représente notre placement dans une tranche « premier risque ». Nous consolidons actuellement une OGC d'un actif de 0,4 milliard de dollars. Nous procédons à l'évaluation de ces OGC et il se pourrait que nous soyons le principal bénéficiaire. Nous n'avons aucun droit sur les actifs de ces OGC et les créanciers de ces OGC n'ont aucun recours contre nous, sauf en ce qui concerne notre placement dans la tranche « premier risque ».

Création de produits de placement

Nous offrons des services de réorganisation d'entités qui ont habituellement pour effet de transformer des dérivés de crédit en instruments de trésorerie, pour répartir le risque de crédit et créer des produits de crédit uniques qui répondent aux besoins des investisseurs ayant des exigences précises. Nous pouvons conclure des contrats sur produits dérivés avec ces entités afin de modifier divers facteurs de risque, tels que les risques de rendement, de change et de crédit liés aux actifs sous-jacents, et de répondre ainsi aux besoins de nos clients. Nous transférons des actifs à ces entités à titre de garantie pour les effets émis, qui ne répondent pas aux critères de la norme FAS 140 pour la comptabilisation comme une vente. Nous conservons tous les avantages et assumons tous les risques économiques liés à ces actifs, qui sont déjà inscrits au bilan consolidé et qui totalisent 1,6 milliard de dollars au 31 juillet 2003. De plus, nous investissons également dans des effets émis par ces entités et, au 31 juillet 2003, nous en détenons un montant de 0,5 milliard de dollars. Nous sommes le principal bénéficiaire des entités lorsque nous détenons des effets qui nous exposent à une majorité des pertes prévues. Puisque les actifs sont déjà compris dans le bilan en vertu du FAS 140, l'incidence de la consolidation ne devrait pas être importante.

Titrisation de nos actifs financiers

Nous titrisons nos créances sur cartes de crédit par l'entremise d'entités à détenteurs de droits variables, auxquelles nous vendons des titres adossés à des créances hypothécaires créés par la titrisation de nos prêts hypothécaires. Nous ne prévoyons pas avoir à consolider ces EDDV en vertu du FIN 46, soit parce qu'il s'agit d'une structure d'accueil admissible aux termes du FAS 140 qui est exemptée expressément de l'exigence de consolidation dans le FIN 46, soit parce que nous n'en sommes pas le principal bénéficiaire. (Se reporter à la note 3 pour l'information relative à nos activités de titrisation de ce trimestre.)

Fonds communs de placement

Nous sommes le promoteur de plusieurs fonds communs de placement dont les actifs totalisaient, au 31 juillet 2003, 56 milliards de dollars. Nous tirons des honoraires (basés sur la valeur de l'actif) de notre participation aux activités courantes de gestion et d'administration de ces fonds. Nous ne garantissons ni le capital, ni le rendement de ces fonds aux investisseurs. La plupart de nos fonds communs de placement aux États-Unis, dont les actifs totalisent 16 milliards de dollars, sont structurés comme des sociétés dotées de droits de vote suffisants pour les investisseurs afin que ces fonds ne puissent être considérés comme des EDDV. Toutefois, nos fonds communs de placement au Canada sont structurés comme des fiducies et les investisseurs qui en font partie n'ont pas de droits de vote comparables à ceux d'un actionnaire ordinaire d'une société. En conséquence, ces fiducies de fonds communs de placement sont considérées comme des EDDV. Il se peut que nous soyons le principal bénéficiaire des fonds communs de placement considérés comme des EDDV qui présentent une faible volatilité de rendements, comme les fonds du marché monétaire, en raison de notre rôle à titre de fiduciaire et de gestionnaire du fonds qui nécessite la prise de décisions et entraîne l'inclusion de nos frais dans les rendements résiduels prévus. La consolidation de ces fonds, comme il a été estimé au 31 juillet 2003, augmenterait d'environ

Bénéfice net pro forma et bénéfice par action pro forma

	Tel que déclaré						Données pro forma				
	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le			Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002	
Bénéfice net	776 \$	689 \$	722 \$	2 232 \$	2 166 \$	768 \$	676 \$	718 \$	2 201 \$	2 129 \$	
Bénéfice par action	1,16	1,00	1,04	3,28	3,10	1,14	0,98	1,03	3,23	3,05	
Bénéfice dilué par action	1,14	0,99	1,02	3,24	3,07	1,13	0,98	1,02	3,20	3,03	

Instruments dérivés et activités de couverture

En avril 2003, le FASB a publié la norme 149, intitulée *Amendment of Statement 133 on Derivative Instruments and Hedging Activities*, qui apporte des modifications et des précisions à la comptabilisation d'instruments dérivés, y compris certains instruments dérivés inclus dans d'autres contrats, et des activités de couverture en vertu du FAS 133. La norme FAS 149 s'applique aux contrats conclus ou modifiés après le 30 juin 2003 et aux relations de couverture désignées après cette date, sauf dans certaines circonstances. L'adoption de la norme 149 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers intermédiaires consolidés.

Classement de certains instruments financiers

En mai 2003, le FASB a publié le Statement No. 150, intitulé *Accounting for Certain Financial Instruments with Characteristics of Both Liabilities and Equity* (le « FAS 150 »), qui exige que les sociétés évaluent certains instruments financiers selon la portée de la norme en vue de déterminer leur classement respectif à titre de passifs mesurés à leur juste valeur. La norme FAS 150 s'applique immédiatement à tous les instruments financiers de sociétés ouvertes conclus ou modifiés après le 31 mai 2003 et, de façon générale, s'applique à la première période intermédiaire débutant le 15 juin 2003 ou

14 milliards de dollars le bilan consolidé. Le risque de perte maximal découlant de notre participation aux fonds considérés comme des EDDV s'établissait à 53 millions de dollars au 31 juillet 2003, principalement en raison de nos investissements dans le capital initial. Nos droits aux actifs de ces fonds communs de placement sont limités à ce capital initial. Les autres investisseurs dans ces fonds n'ont aucun recours contre nous.

Structures de rémunération

Nous offrons à certains employés des régimes de rémunération à base d'actions ainsi que des occasions de co-investissement dans des portefeuilles de placement. Lorsque nous avons droit à des actions qui sont déduites ou qui ne sont pas acquises ou lorsque nous avons financé l'investissement offert aux employés, nous sommes considérés comme le principal bénéficiaire des structures utilisées à ces fins en raison de notre lien avec les employés. Le total des actifs de ces structures s'établissait à 1,2 milliard de dollars au 31 juillet 2003.

Actifs administrés en fiducie

Nous agissons à titre de fiduciaire relativement à l'administration d'actifs légués par les clients, au nom de bénéficiaires désignés. Les clients utilisent ces ententes principalement pour la protection d'actifs, le transfert de patrimoine intergénérationnel et la planification financière et de succession. Ces ententes font actuellement l'objet d'une évaluation et certaines d'entre elles pourraient être des EDDV. Lorsque nous avons des liens relativement à des prêts avec la fiducie, ils sont entièrement garantis par des actifs sûrs; notre risque de perte est donc nul. Il peut y avoir des cas où il y a plusieurs bénéficiaires qui ne sont pas liés, où les actifs présentent une faible volatilité et où nous pouvons être considérés comme le principal bénéficiaire si nous avons la capacité de prendre des décisions concernant la gestion de ces actifs et obtenons une rétribution qui varie selon la valeur des actifs. Nous évaluons des ententes de fiducie dont les actifs totalisent 36 milliards de dollars par rapport à ces critères. Nous n'avons aucun droit sur ces actifs, à l'exception de nos honoraires et du recouvrement des charges. Les bénéficiaires n'ont aucun recours contre nous.

Fiducies de capital

Au cours du trimestre, nous avons établi une fiducie à capital variable qui a émis un type innovateur de capital de première catégorie, pour un montant de 900 millions de dollars, et nous avons aussi émis un billet de dépôt de premier rang du même montant à la fiducie. Cette fiducie est une EDDV et nous ne procédons pas à sa consolidation étant donné que nous ne sommes pas le principal bénéficiaire. Pour de plus amples détails, veuillez vous reporter à la note 4 relative aux opérations importantes portant sur les capitaux propres.

Nous sommes liés à divers titres (par exemple, à titre de prêteur, de contrepartie à des dérivés, d'investisseur, de gérant ou de fiduciaire) à de nombreuses autres entités qui pourraient être des EDDV. Ces entités comprennent celles mises en place par des clients ou en leur nom aux fins d'activités de financement structuré, de titrisation ou autres. Nous continuons à évaluer nos liens avec d'éventuelles EDDV, à rechercher les occasions de restructuration et à surveiller les faits nouveaux qui touchent notre interprétation actuelle du FIN 46.

Rémunération à base d'actions

Nous avons adopté prospectivement la méthode de la juste valeur recommandée dans la norme FAS 123, *Accounting for Stock-Based Compensation*, eu égard aux nouvelles attributions octroyées après le 1^{er} novembre 2002. Cela a donné lieu à la constatation, ce trimestre, d'une charge de rémunération supplémentaire de 1 million de dollars au titre des options sur actions octroyées au cours du présent exercice. Nous avons déterminé la juste valeur de ces options, à savoir 11,60 \$, à l'aide d'un modèle d'évaluation des options fondé sur les hypothèses suivantes : i) taux d'intérêt hors risque de 4,61 %; ii) durée prévue de l'option de six ans; iii) taux de volatilité prévu de 20 %; iv) taux de dividendes prévu de 2,95 %.

Le tableau suivant présente l'information pro forma qui reflète l'incidence de la méthode de la juste valeur sur les attributions octroyées avant le 1^{er} novembre 2002 :

après cette date. L'adoption du FAS 150 n'a pas eu d'incidence importante sur le classement des instruments financiers que nous avons émis.

Note 2 Acquisitions**Acquisition de Business Men's Assurance Company of America**

Le 1^{er} mai 2003, RBC Assurances a acquis toutes les actions ordinaires en circulation de Business Men's Assurance Company of America (« BMA ») détenues par Generali Group, un assureur ayant son siège à Trieste, en Italie. Juste avant l'acquisition, BMA a transféré ses activités de réassurance existantes, y compris tous les actifs et passifs connexes, à une société affiliée, et ces activités demeurent la propriété de Generali Group. Les biens acquis se composent d'un bloc d'environ 135 000 polices d'assurance-vie et contrats de rente traditionnels en vigueur, ainsi que d'un réseau de distribution de produits d'assurance à capital variable. Dans le cadre d'une opération connexe, RBC Dain Rauscher a procédé à l'acquisition de Jones & Babson Inc. (« J&B »), la société de fonds communs de placement de BMA. Les acquisitions fourniront davantage d'occasions d'interdistribution tout en ajoutant de l'importance à nos activités d'administration des assurances. Les résultats de ces acquisitions seront présentés dans nos états financiers consolidés à compter du 1^{er} mai 2003.

b) Résultats trimestriels par secteur géographique

	31 juillet 2003				30 avril 2003				31 juillet 2002			
	Canada	É.-U. (2)	Autres pays	Total	Canada	É.-U. (2)	Autres pays	Total	Canada	É.-U. (2)	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	1 324 \$	352 \$	65 \$	1 741 \$	1 279 \$	333 \$	84 \$	1 696 \$	1 365 \$	313 \$	82 \$	1 760 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 198	690	338	2 226	1 057	687	309	2 053	1 040	785	276	2 101
Revenus bruts	2 522	1 042	403	3 967	2 336	1 020	393	3 749	2 405	1 098	358	3 861
Provision pour pertes sur créances	130	27	10	167	181	13	17	211	142	52	22	216
Frais autres que d'intérêt	1 496	868	217	2 581	1 442	867	205	2 514	1 425	881	209	2 515
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	379	50	14	443	262	55	18	335	344	60	4	408
Bénéfice net	517 \$	97 \$	162 \$	776 \$	451 \$	85 \$	153 \$	689 \$	494 \$	105 \$	123 \$	722 \$

- (1) Aux fins de la présentation de l'information de gestion, nos activités sont regroupées au sein des secteurs d'exploitation suivants : RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux. Le secteur Autres comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier. Aux fins des achats et des ventes intersectoriels de services, les secteurs d'exploitation n'ont pas de lien de dépendance. L'établissement des prix de cession interne des fonds cédés ou acquis, les commissions ainsi que les frais et le crédit liés aux services fournis sont généralement basés sur les prix du marché. Aux fins de la présentation de l'information sur une base géographique, nos activités sont regroupées au sein des secteurs géographiques suivants : Canada, États-Unis et Autres pays. Les activités des centres des marchés monétaires internationaux basées au Canada sont incluses dans les secteurs États-Unis et Autres pays.
- (2) Pour les trimestres terminés le 31 juillet 2003, le 30 avril 2003 et le 31 juillet 2002, les résultats du secteur États-Unis comprennent un bénéfice net de 76 millions de dollars, de 58 millions et de 65 millions respectivement, tiré de nos acquisitions aux États-Unis (notamment RBC Centura, RBC Dain Rauscher et RBC Liberty).

c) Résultats sur neuf mois par secteur d'exploitation

	RBC Banque		RBC Assurances		RBC Investissements		RBC Marchés des Capitaux	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002
Revenu net d'intérêt	4 168 \$	4 131 \$	208 \$	158 \$	326 \$	275 \$	297 \$	428 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 619	1 585	271	250	2 290	2 492	1 696	1 602
Revenus bruts	5 787	5 716	479	408	2 616	2 767	1 993	2 030
Provision pour pertes sur créances	423	504	-	-	-	(2)	174	348
Frais autres que d'intérêt	3 494	3 359	316	278	2 189	2 411	1 240	1 220
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	695	709	(4)	(9)	141	108	219	119
Bénéfice net	1 175 \$	1 144 \$	167 \$	139 \$	286 \$	250 \$	360 \$	343 \$

	RBC Services Internationaux		Autres		Total	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002
Revenu net d'intérêt	123 \$	103 \$	118 \$	248 \$	5 240 \$	5 343 \$
Revenus autres que d'intérêt	505	502	59	45	6 440	6 476
Revenus bruts	628	605	177	293	11 680	11 819
Provision pour pertes sur créances	2	7	(21)	(27)	578	830
Frais autres que d'intérêt	436	411	(21)	(36)	7 654	7 643
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	56	58	109	195	1 216	1 180
Bénéfice net	134 \$	129 \$	110 \$	161 \$	2 232 \$	2 166 \$

d) Résultats sur neuf mois par secteur géographique

	2003				2002			
	Canada	É.-U. (2)	Autres pays	Total	Canada	É.-U. (2)	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	4 007 \$	1 032 \$	201 \$	5 240 \$	4 119 \$	903 \$	321 \$	5 343 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 283	2 157	1 000	6 440	3 359	2 321	796	6 476
Revenus bruts	7 290	3 189	1 201	11 680	7 478	3 224	1 117	11 819
Provision pour pertes sur créances	417	78	83	578	445	335	50	830
Frais autres que d'intérêt	4 366	2 646	642	7 654	4 318	2 712	613	7 643
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	1 001	174	41	1 216	1 107	33	40	1 180
Bénéfice net	1 506 \$	291 \$	435 \$	2 232 \$	1 608 \$	144 \$	414 \$	2 166 \$

- (1) Aux fins de la présentation de l'information de gestion, nos activités sont regroupées au sein des secteurs d'exploitation suivants : RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux. Le secteur Autres comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier. Aux fins des achats et des ventes intersectoriels de services, les secteurs d'exploitation n'ont pas de lien de dépendance. L'établissement des prix de cession interne des fonds cédés ou acquis, les commissions ainsi que les frais et le crédit liés aux services fournis sont généralement basés sur les prix du marché. Aux fins de la présentation de l'information sur une base géographique, nos activités sont regroupées au sein des secteurs géographiques suivants : Canada, États-Unis et Autres pays. Les activités des centres des marchés monétaires internationaux basées au Canada sont incluses dans les secteurs États-Unis et Autres pays.
- (2) Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003 et le 31 juillet 2002, les résultats du secteur États-Unis comprennent un bénéfice net de 216 millions de dollars et de 153 millions respectivement, tiré de nos acquisitions aux États-Unis (notamment RBC Centura, RBC Dain Rauscher et RBC Liberty).

Annexe : Information relative au crédit (non vérifié) (1)

Prêts à intérêts non comptabilisés (2)

	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 juillet 2002
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Prêts à intérêts non comptabilisés					
Prêts hypothécaires résidentiels	128 \$	132 \$	132 \$	131 \$	149 \$
Prêts aux particuliers	260	273	293	306	310
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 511	1 758	1 949	1 851	1 912
Total	1 899 \$	2 163 \$	2 374 \$	2 288 \$	2 371 \$
Prêts à intérêts non comptabilisés, en pourcentage des prêts et des acceptations connexes					
Prêts hypothécaires résidentiels	0,17 %	0,18 %	0,18 %	0,18 %	0,21 %
Prêts aux particuliers	0,78 %	0,84 %	0,92 %	0,96 %	0,96 %
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	2,37 %	2,70 %	2,90 %	2,65 %	2,67 %
Total	1,06 %	1,22 %	1,33 %	1,27 %	1,32 %

Provision cumulative pour pertes sur créances

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Provision cumulative au début	2 335 \$	2 376 \$	2 452 \$	2 314 \$	2 392 \$
Provision pour pertes sur créances	167	211	216	578	830
Radiations					
Prêts hypothécaires résidentiels	(3)	(2)	(3)	(6)	(9)
Prêts aux particuliers	(91)	(114)	(96)	(285)	(312)
Prêts sur cartes de crédit	(50)	(51)	(51)	(144)	(140)
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(123)	(102)	(243)	(287)	(600)
	(267)	(269)	(393)	(722)	(1 061)
Recouvrements					
Prêts aux particuliers	18	16	18	51	53
Prêts sur cartes de crédit	10	8	10	27	29
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	12	17	16	49	50
	40	41	44	127	132
Radiations nettes	(227)	(228)	(349)	(595)	(929)
Acquisition de Admiralty Bancorp, Inc.	-	-	-	8	-
Acquisition de Eagle Bancshares	-	-	18	-	18
Ajustements	(10)	(24)	(5)	(40)	21
Provision cumulative à la fin	2 265 \$	2 335 \$	2 332 \$	2 265 \$	2 332 \$
Radiations nettes (en excluant les pays en développement), en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,51 %	0,53 %	0,79 %	0,45 %	0,70 %
Radiations nettes, en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,51 %	0,53 %	0,79 %	0,45 %	0,70 %
Répartition de la provision cumulative					
Prêts hypothécaires résidentiels	36 \$	37 \$	50 \$	36 \$	50 \$
Prêts aux particuliers	442	450	468	442	468
Prêts sur cartes de crédit	152	152	152	152	152
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 388	1 453	1 427	1 388	1 427
Provision cumulative attribuée	2 018	2 092	2 097	2 018	2 097
Provision cumulative non attribuée	247	243	235	247	235
Total	2 265 \$	2 335 \$	2 332 \$	2 265 \$	2 332 \$
Composantes de la provision cumulative					
Provisions spécifiques attribuées	849 \$	922 \$	885 \$	849 \$	885 \$
Provision attribuée à l'égard des risques-pays	-	-	33	-	33
Provision générale attribuée	1 169	1 170	1 179	1 169	1 179
Total de la provision cumulative attribuée	2 018	2 092	2 097	2 018	2 097
Provision cumulative non attribuée	247	243	235	247	235
Total	2 265 \$	2 335 \$	2 332 \$	2 265 \$	2 332 \$
Répartition					
Provision cumulative pour pertes sur prêts	2 156 \$	2 226 \$	2 218 \$	2 156 \$	2 218 \$
Provision cumulative pour éléments hors bilan et autres	109	109	109	109	109
Provision cumulative pour titres exonérés d'impôt	-	-	5	-	5
Total	2 265 \$	2 335 \$	2 332 \$	2 265 \$	2 332 \$
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts et des acceptations	1,2 %	1,3 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts à intérêts non comptabilisés (ratio de couverture), en excluant les pays en développement	114 %	103 %	94 %	114 %	94 %

(1) Les mesures financières sont tirées des états financiers consolidés dressés conformément aux PCGR des États-Unis, sauf indication contraire. Certaines définitions sont présentées dans le glossaire figurant aux pages 103 et 104 du rapport annuel 2002.

(2) Les prêts à intérêts non comptabilisés sont présentés à leurs montants bruts.

Principales informations financières (non vérifié) (1)

	Variation par rapport au 31 juillet 2002	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le		
		31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	Variation par rapport au 31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions et les pourcentages)							
Résultats							
Revenu net d'intérêt	(1)%	1 736 \$	1 691 \$	1 758 \$	(3)%	5 217 \$	5 353 \$
Autres produits	9	2 288	2 123	2 104	2	6 658	6 519
Revenus bruts	4	4 024	3 814	3 862	–	11 875	11 872
Provision pour pertes sur créances	(21)	170	211	216	(30)	581	830
Frais autres que d'intérêt	3	2 615	2 560	2 547	–	7 785	7 786
Bénéfice net	12	783	697	697	8	2 259	2 096
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	190 p.b.	17,5 %	15,7 %	15,6 %	60 p.b.	16,8 %	16,2 %
Données au bilan							
Prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts)	1 %	171 026 \$	167 835 \$	169 555 \$			
Actif	8	403 979	392 088	373 441			
Dépôts	5	256 451	251 155	244 455			
Déventures subordonnées	(9)	6 440	6 474	7 043			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	3	17 705	17 575	17 167			
Ratios de capital (3)							
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	20 p.b.	10,4 %	10,6 %	10,2 %			
Ratio du capital de première catégorie	50	9,6 %	9,6 %	9,1 %			
Ratio du capital total	–	12,7 %	12,8 %	12,7 %			
Information sur les actions ordinaires							
Actions en circulation (en milliers)							
À la fin	(2)%	658 612	662 427	671 671	(2)%	658 612	671 671
Moyenne (de base)	(2)	660 810	664 634	673 787	(2)	663 808	674 004
Moyenne (dilué)	(2)	667 543	671 398	679 168	(1)	670 755	679 422
Bénéfice par action							
De base	17 %	1,17 \$	1,01 \$	1,00 \$	11 %	3,32 \$	3,00 \$
Dilué	17	1,16	1,00	0,99	10	3,28	2,98
Cours de l'action							
Haut (4)	5 %	61,64 \$	59,91 \$	58,89 \$	5 %	61,64 \$	58,89 \$
Bas (4)	26	56,75	53,26	45,05	18	53,26	45,05
À la clôture	10	58,90	59,80	53,45	10	58,90	53,45
Dividendes par action	13	0,43	0,43	0,38	13	1,26	1,12
Valeur comptable par action – à la fin	5	26,88	26,53	25,56	5	26,88	25,56
Capitalisation boursière (en milliards de dollars canadiens)	8	38,8	39,6	35,9	8	38,8	35,9
Renseignements divers							
Employés (équivalent de travail à plein temps)	833	60 621	59 575	59 788			
Guichets automatiques bancaires	(55)	4 465	4 538	4 520			
Unités de service							
Au Canada	(14)	1 301	1 304	1 315			
À l'étranger	(34)	777	771	811			

(1) L'information financière est tirée des états financiers consolidés préparés en vertu des PCGR du Canada, sauf indication contraire. Certains termes sont définis dans le glossaire présenté aux pages 103 et 104 du rapport annuel 2002.

(2) Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (calculée selon la moyenne des soldes mensuels liés aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période).

(3) Selon les lignes directrices établies par le surintendant des institutions financières Canada (BSIF) et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada.

(4) Cours intrajournaliers – haut et bas.

États financiers intermédiaires consolidés (non vérifié)

Bilan consolidé (non vérifié)

	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 octobre 2002	31 juillet 2002
(en millions de dollars canadiens)				
Actif				
Liquidités				
Encaisse et montants à recevoir de banques	2 474 \$	2 669 \$	2 534 \$	2 227 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	18 808	19 291	18 789	17 299
	21 282	21 960	21 323	19 526
Valeurs mobilières				
Titres du compte de négociation (incluant des montants nantis de 5 352 \$, 5 000 \$, 6 558 \$ et 6 373 \$)	71 915	75 797	68 328	68 578
Titres du compte de placement	35 499	28 297	25 078	23 308
Titres de substitut de prêt	336	382	394	401
	107 750	104 476	93 800	92 287
Biens achetés en vertu de conventions de revente	41 868	37 087	35 831	34 938
Prêts				
Prêts hypothécaires résidentiels	77 199	74 429	72 840	70 639
Prêts aux particuliers	33 171	32 451	31 956	32 222
Prêts sur cartes de crédit	5 625	5 327	4 914	4 774
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	57 187	57 854	61 751	64 138
	173 182	170 061	171 461	171 773
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(2 156)	(2 226)	(2 203)	(2 218)
	171 026	167 835	169 258	169 555
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	6 391	7 088	8 051	7 550
Montants se rapportant aux produits dérivés	34 740	36 084	30 258	30 168
Locaux et matériel	1 576	1 583	1 653	1 631
Écart d'acquisition	4 735	4 808	5 004	5 082
Autres actifs incorporels	624	654	665	689
Autres actifs	13 987	10 513	11 113	12 015
	62 053	60 730	56 744	57 135
	403 979 \$	392 088 \$	376 956 \$	373 441 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts				
Particuliers	106 776 \$	105 845 \$	101 892 \$	101 072 \$
Entreprises et gouvernements	123 032	122 638	119 591	116 965
Banques	26 643	22 672	22 003	26 418
	256 451	251 155	243 486	244 455
Autres				
Acceptations	6 391	7 088	8 051	7 550
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	21 792	22 254	19 110	16 688
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	24 589	22 104	21 109	19 630
Montants se rapportant aux produits dérivés	35 721	36 795	32 137	32 794
Autres passifs	31 694	25 666	26 197	24 966
	120 187	113 907	106 604	101 628
Débitures subordonnées	6 440	6 474	6 614	7 043
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 355	1 475	1 469	1 444
Capitaux propres				
Capital-actions				
Actions privilégiées	841	1 502	1 545	1 704
Actions ordinaires (émises et en circulation : 658 611 652, 662 427 105, 665 257 068 et 671 670 961)	7 019	7 030	6 979	7 033
Surplus d'apport	84	80	78	45
Bénéfices non répartis	10 602	10 465	10 181	10 089
	18 546	19 077	18 783	18 871
	403 979 \$	392 088 \$	376 956 \$	373 441 \$

État consolidé des résultats (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
(en millions de dollars canadiens)					
Revenu d'intérêt					
Prêts	2 569 \$	2 486 \$	2 617 \$	7 672 \$	7 810 \$
Valeurs mobilières	742	736	762	2 274	2 293
Biens achetés en vertu de conventions de revente	225	184	165	601	456
Dépôts à des banques	91	95	109	298	366
	3 627	3 501	3 653	10 845	10 925
Frais d'intérêt					
Dépôts	1 390	1 339	1 443	4 162	4 246
Autres passifs	407	378	351	1 183	1 018
Débitures subordonnées	94	93	101	283	308
	1 891	1 810	1 895	5 628	5 572
Revenu net d'intérêt	1 736	1 691	1 758	5 217	5 353
Provision pour pertes sur créances	170	211	216	581	830
	1 566	1 480	1 542	4 636	4 523
Autres produits					
Revenus tirés des activités de négociation	543	481	440	1 568	1 280
Commissions sur le marché financier	493	397	464	1 290	1 440
Commissions de gestion de placements et de services de garde	278	278	315	838	901
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	270	261	262	810	766
Revenus tirés des fonds communs de placement	168	161	188	498	553
Revenus sur cartes	137	113	137	374	367
Revenus tirés des activités d'assurance	74	95	51	245	172
Revenus tirés des activités hypothécaires	63	78	36	210	162
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	75	59	71	201	209
Commissions de crédit	58	63	57	184	171
Revenus tirés de la titrisation	30	41	38	105	129
Gain (perte) sur la vente de valeurs mobilières	(14)	42	(15)	18	(4)
Autres	113	54	60	317	373
	2 288	2 123	2 104	6 658	6 519
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines	1 630	1 574	1 581	4 845	4 801
Frais d'occupation	201	192	200	589	593
Matériel	195	218	203	614	602
Communications	184	196	195	560	588
Honoraires	113	106	100	332	286
Amortissement des autres actifs incorporels	16	20	18	55	52
Autres	276	254	250	790	864
	2 615	2 560	2 547	7 785	7 786
Bénéfice net avant impôts	1 239	1 043	1 099	3 509	3 256
Charge d'impôts	425	315	375	1 160	1 080
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	814	728	724	2 349	2 176
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	31	31	27	90	80
Bénéfice net	783 \$	697 \$	697 \$	2 259 \$	2 096 \$
Dividendes sur actions privilégiées	12	22	25	57	74
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	771 \$	675 \$	672 \$	2 202 \$	2 022 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	660 810	664 634	673 787	663 808	674 004
Bénéfice par action (en dollars)	1,17 \$	1,01 \$	1,00 \$	3,32 \$	3,00 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	667 543	671 398	679 168	670 755	679 422
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,16 \$	1,00 \$	0,99 \$	3,28 \$	2,98 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
(en millions de dollars canadiens)					
Actions privilégiées					
Solde au début	1 502 \$	1 532 \$	1 699 \$	1 545 \$	2 024 \$
Rachetées aux fins d'annulation	(645)	–	–	(645)	(318)
Gain ou perte de change relatif aux actions libellées en devises	(16)	(30)	5	(59)	(2)
Solde à la fin	841	1 502	1 704	841	1 704
Actions ordinaires					
Solde au début	7 030	7 046	7 027	6 979	6 940
Émises	42	38	40	156	169
Achetées aux fins d'annulation	(53)	(54)	(34)	(116)	(76)
Solde à la fin	7 019	7 030	7 033	7 019	7 033
Surplus d'apport					
Solde au début	80	81	41	78	33
Renonciation aux droits à la plus-value des actions, déduction faite des impôts connexes	3	(2)	–	–	–
Options sur actions octroyées	1	1	4	6	12
Solde à la fin	84	80	45	84	45
Bénéfices non répartis					
Solde au début	10 465	10 616	9 804	10 181	9 168
Bénéfice net	783	697	697	2 259	2 096
Dividendes sur actions privilégiées	(12)	(22)	(25)	(57)	(74)
Dividendes sur actions ordinaires	(284)	(285)	(256)	(836)	(756)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(243)	(239)	(134)	(522)	(318)
Frais d'émission, déduction faite des impôts connexes	(4)	–	–	(4)	(1)
Variation des gains et des pertes de change non réalisés	(234)	(785)	238	(1 174)	100
Incidence des opérations de couverture liées aux gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des impôts connexes	131	483	(235)	755	(126)
Solde à la fin	10 602	10 465	10 089	10 602	10 089
Capitaux propres à la fin	18 546 \$	19 077 \$	18 871 \$	18 546 \$	18 871 \$

État consolidé des flux de trésorerie (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net	783 \$	697 \$	697 \$	2 259 \$	2 096 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation :					
Provision pour pertes sur créances	170	211	216	581	830
Amortissement	98	100	111	299	305
Amortissement des autres actifs incorporels	16	20	18	55	52
Impôts reportés	132	57	(22)	234	(78)
Gain à la vente de locaux et de matériel	(5)	(3)	(12)	(13)	(37)
Gain tiré de la titrisation de prêts	(19)	(6)	(10)	(25)	(42)
Perte (gain) sur la vente de titres du compte de placement	14	(42)	15	(18)	4
Variation de l'actif et du passif d'exploitation :					
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	14	42	68	67	(231)
Impôts exigibles	(2)	383	(49)	257	303
Actifs se rapportant aux produits dérivés	1 344	632	(9 203)	(4 482)	(2 928)
Passifs se rapportant aux produits dérivés	(1 074)	(1 304)	9 988	3 584	4 148
Titres du compte de négociation	3 883	(4 101)	(4 343)	(3 586)	(10 386)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(462)	2 765	328	2 682	245
Autres	514	107	(1 516)	107	(640)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	5 406	(442)	(3 714)	2 001	(6 359)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	483	(1 904)	692	(19)	(1 556)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(4 006)	(1 110)	(1 657)	(4 176)	(2 194)
Produit tiré de la titrisation de prêts	434	308	742	742	1 490
Produit tiré de la vente de titres du compte de placement	4 688	3 576	5 314	11 635	12 887
Produit tiré de l'arrivée à échéance de titres du compte de placement	5 417	5 632	2 766	16 504	11 244
Acquisitions de titres du compte de placement	(14 781)	(8 146)	(6 874)	(34 231)	(24 142)
Variation des titres de substitut de prêt	46	(10)	16	58	37
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(91)	(58)	(130)	(224)	(288)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente	(4 781)	787	(1 565)	(6 037)	932
Flux de trésorerie nets affectés à l'acquisition de filiales	22	–	(159)	(172)	(159)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(12 569)	(925)	(855)	(15 920)	(1 749)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation des dépôts	5 296	2 982	6 833	12 096	9 264
Émission de titres de RBC Capital Trust II (RBC TruCS)	900	–	–	900	–
Émission de débentures subordonnées	–	–	–	–	635
Débentures subordonnées rachetées	–	–	–	–	(101)
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	(645)	–	–	(645)	(318)
Frais d'émission	(4)	–	–	(4)	(1)
Émission d'actions ordinaires	41	35	39	147	149
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(296)	(293)	(168)	(638)	(394)
Dividendes versés	(308)	(290)	(281)	(887)	(823)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	2 485	(1 283)	(2 610)	3 480	(1 234)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(501)	(116)	1 160	(590)	1 366
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	6 968	1 035	4 973	13 859	8 543
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	(195)	(332)	404	(60)	435
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	2 669	3 001	1 823	2 534	1 792
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	2 474 \$	2 669 \$	2 227 \$	2 474 \$	2 227 \$
Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie					
Intérêts versés durant la période	1 870 \$	1 748 \$	1 902 \$	5 566 \$	6 263 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	379 \$	417 \$	231 \$	1 555 \$	631 \$

Notes complémentaires (non vérifié)

Ces états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2002. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

Note 1 Principales conventions comptables

Ces états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et en fonction des mêmes conventions comptables que celles qui sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2002 (pages 72A à 75A du rapport annuel 2002), sous réserve des renseignements ci-après.

Relations de couverture

Nous avons adopté par anticipation la note d'orientation concernant la comptabilité n° 13 (la « NOC-13 »), « Relations de couverture », soit à partir du 1^{er} novembre 2002. Des informations détaillées sur cette norme sont présentées à la page 75A de notre rapport annuel 2002. Les produits dérivés détenus à des fins autres que de négociation qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture en vertu de la NOC-13 ont été inscrits à leur juste valeur au bilan le 1^{er} novembre 2002, augmentant ainsi l'actif de 428 millions de dollars et le passif de 395 millions.

Bénéfice net pro forma et bénéfice par action pro forma

	Tel que déclaré						Données pro forma				
	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le			Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002	
Bénéfice net	783 \$	697 \$	697 \$	2 259 \$	2 096 \$	775 \$	688 \$	689 \$	2 233 \$	2 073 \$	
Bénéfice par action	1,17	1,01	1,00	3,32	3,00	1,15	1,00	0,99	3,28	2,97	
Bénéfice dilué par action	1,16	1,00	0,99	3,28	2,98	1,14	0,99	0,98	3,25	2,95	

Garanties

En janvier 2003, l'ICCA a publié la note d'orientation concernant la comptabilité n° 14, « Informations à fournir sur les garanties » (la « NOC-14 »), qui clarifie les informations à fournir en regard à certaines garanties. Cette norme s'applique aux états financiers des périodes intermédiaires et exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2003. L'adoption de la NOC-14 n'a pas une incidence importante sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation.

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la NOC-14. En vertu de cette dernière, une garantie est un contrat (y compris un engagement d'indemnisation) qui peut éventuellement nous obliger à faire un paiement (soit sous forme d'espèces, d'instruments financiers, d'autres actifs, de l'émission de nos actions ou de la prestation de services) à une contrepartie par suite i) de la variation d'un taux d'intérêt, d'un taux de change, du cours d'un titre ou d'une marchandise, d'un indice ou d'un autre élément qui est lié à un actif, à un passif ou à un titre participatif de la contrepartie, ii) de l'inexécution d'une obligation contractuelle par un tiers ou iii) du défaut, par un tiers, de rembourser sa dette au moment où celle-ci devient exigible. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente les sommes qui pourraient être versées au titre des garanties en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance, ou en raison de biens détenus ou reçus en nantissement.

Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers :

	Montant maximal potentiel des paiements futurs au titre des garanties
Facilités de garantie de liquidités	22 187 \$
Dérivés de crédit/options vendues (1)	13 497
Lettres de crédit de soutien financier	10 304
Rehaussements de crédit	5 689
Garanties d'exécution	3 034
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	527

(1) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.

Nous fournissons des facilités de garantie de liquidités dans le cadre de programmes de papier commercial adossé à des créances mobilières (les « programmes ») administrés par nous et par des tiers, à titre de source de financement de rechange advenant le cas où lesdits programmes ne seraient pas en mesure d'accéder aux marchés du papier commercial et, dans certaines circonstances précises, lorsque les mesures de rendement prédéterminées des actifs financiers que ces structures détiennent ne sont pas respectées. La durée des facilités de garantie de liquidités peut atteindre un an. Les modalités des facilités de garantie de liquidités ne nous obligent pas à avancer des fonds aux programmes en cas de faillite ni pour acheter des actifs non productifs ou non remboursés. Aucune des facilités de garantie de liquidités que nous avons fournies n'a été utilisée.

Nos clients peuvent utiliser des dérivés de crédit ou des options vendues aux fins de spéculation ou de couverture. La définition de « garantie » fournie par la NOC-14 inclut les dérivés qui peuvent éventuellement nous obliger à faire un paiement à une contrepartie à une garantie par suite de la variation d'un élément sous-jacent se rapportant à un actif, à un passif ou à un titre participatif de la contrepartie. Nous n'avons présenté que les montants liés à des opérations pour lesquelles il est probable, en fonction des renseignements dont nous disposons, que le client utilise le dérivé de crédit ou l'option vendue pour se protéger contre une variation d'un élément sous-jacent se rapportant à un actif, à un passif ou à un titre participatif du client.

Rémunération à base d'actions

Nous avons adopté prospectivement la méthode de la juste valeur recommandée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés dans le chapitre 3870 de son *Manuel*, intitulé « Rémunérations et autres paiements à base d'actions », eu égard aux nouvelles attributions octroyées après le 1^{er} novembre 2002. Cela a donné lieu à la constatation, ce trimestre, d'une charge de rémunération supplémentaire de 1 million de dollars au titre des options sur actions octroyées au cours du présent exercice. Nous avons déterminé la juste valeur de ces options, à savoir 11,60 \$, à l'aide d'un modèle d'évaluation des options fondé sur les hypothèses suivantes : i) taux d'intérêt hors risque de 4,61 %; ii) durée prévue de l'option de six ans; iii) taux de volatilité prévu de 20 %; iv) taux de dividendes prévu de 2,95 %.

Le tableau suivant présente l'information pro forma qui reflète l'incidence de la méthode de la juste valeur sur les attributions octroyées avant le 1^{er} novembre 2002 :

Nous utilisons des dérivés de crédit qui constituent des ententes contractuelles de gré à gré visant la compensation d'un acheteur (une société ou une entité gouvernementale) dans le cas où ce dernier subirait une perte financière par suite d'un événement de crédit se rapportant à un engagement précis, comme une obligation ou un prêt. La durée à l'échéance de ces dérivés de crédit varie selon les contrats, et peut atteindre dix ans. Nous utilisons également des options vendues, qui sont des ententes contractuelles en vertu desquelles nous accordons à l'acheteur (une société ou une entité gouvernementale) le droit, mais ne lui imposons pas l'obligation, de vendre, à une date déterminée ou avant cette date, un montant établi d'un instrument financier à un prix déterminé d'avance. Les options vendues qui répondent habituellement à la définition de « garantie » comprennent les contrats de change, les dérivés sur titres de participation et certains dérivés sur marchandises. La durée à l'échéance de ces options varie selon les contrats, et peut atteindre cinq ans.

Les lettres de crédit de soutien financier et les garanties d'exécution constituent des engagements irrévocables de notre part d'effectuer les paiements d'un client qui ne pourrait pas respecter ses obligations envers des tiers. La durée à l'échéance de ces garanties peut atteindre quatre ans. Notre politique en ce qui a trait aux biens donnés en garantie à l'égard de ces instruments est habituellement la même que celle qui s'applique aux prêts.

Les rehaussements de crédit partiels que nous fournissons aux structures d'accueil multicédantes que nous administrons visent à protéger les investisseurs porteurs de papier commercial advenant le cas où le rehaussement de crédit de tiers lié aux portefeuilles d'actifs ne serait pas assez élevé pour empêcher un défaut de paiement eu égard à un ou plusieurs de ces portefeuilles. Chaque portefeuille d'actifs est structuré de manière à obtenir une cote de titre de bonne qualité au moyen du rehaussement de crédit relatif à chaque opération. La durée de ces facilités de crédit s'établit entre un an et cinq ans.

Aux termes de diverses ententes conclues avec des investisseurs, nous pouvons être tenus de racheter des prêts hypothécaires montés aux États-Unis et vendus à un investisseur si les prêts ne sont pas assurés pendant une durée excédant un an; nous pouvons aussi être tenus de rembourser toute prime reçue si les prêts hypothécaires font l'objet d'un remboursement anticipé ou d'un défaut de paiement dans les 120 jours qui suivent la vente. Les prêts hypothécaires sont entièrement garantis par des propriétés résidentielles.

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des ententes d'indemnisation (lesquelles comportent souvent des modalités types) avec nos contreparties dans le cadre d'ententes telles que les contrats d'acquisition, de vente, de prestation de services et de location, ainsi que les contrats signés avec des dirigeants ou des administrateurs. Ces ententes d'indemnisation pourraient exiger que nous compensions la contrepartie pour des coûts engagés en raison d'une modification des lois et des règlements (y compris les lois fiscales) ou de poursuites ou de sanctions légales dont la contrepartie ferait l'objet par suite de l'opération. Les modalités des ententes d'indemnisation varient d'un contrat à l'autre. La nature de ces ententes d'indemnisation nous empêche d'estimer de façon raisonnable le montant maximal potentiel que nous pourrions être tenus de verser aux contreparties. Par le passé, nous n'avons jamais eu à verser un montant important en vertu de telles ententes.

Modifications comptables futures

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

En juin 2003, l'ICCA a publié la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 intitulée Consolidation des entités à « détenteurs de droits variables ». La note d'orientation est harmonisée avec le FIN 46 du FASB, intitulé *Consolidation of Variable Interest Entities*, et elle fournit des directives sur l'application des principes prévus par le chapitre 1590, intitulé « Filiales », à certaines structures d'accueil. En vertu de la nouvelle note d'orientation, les entreprises seront tenues d'identifier les entités à

détenteurs de droits variables (« EDDV ») dans lesquelles elles détiennent un droit, de déterminer si elles sont le principal bénéficiaire de ces entités et, le cas échéant, de consolider ces dernières. Une EDDV est une entité dont les capitaux propres ne sont pas assez élevés pour permettre à l'entité de financer ses activités sans soutien externe, ou à l'égard de laquelle les investisseurs en instruments de capitaux propres n'ont pas le contrôle des droits de vote, ne sont pas tenus d'absorber les pertes prévues ou ne peuvent pas toucher de rendements résiduels prévus. Le principal bénéficiaire est l'entreprise qui absorbera la majorité des pertes prévues ou qui touchera la majorité des rendements résiduels prévus de l'EDDV, ou les deux. Le principal bénéficiaire ou une autre entité détenant un droit variable important dans une EDDV devra fournir des informations qui permettront aux utilisateurs des états financiers de comprendre et d'évaluer ce droit. La note d'orientation s'appliquera à tous les exercices et à toutes les périodes intermédiaires ouverts à compter du 1^{er} janvier 2004.

Passif et capitaux propres

Le Conseil des normes comptables (le « CNC ») de l'ICCA a proposé, sous réserve des commentaires reçus au 31 août 2003, de modifier le chapitre 3860 intitulé « Instruments financiers – informations à fournir et présentation » en vue d'exiger que les obligations pouvant être réglées au choix de l'émetteur par un nombre variable de ses instruments de capitaux propres soient présentées à titre de passif. Le CNC prévoit finaliser les révisions proposées pour qu'elles entrent en vigueur pour toutes les périodes débutant à compter du 1^{er} janvier 2004 et qu'elles soient appliquées rétroactivement.

Instruments financiers

Le 31 mars 2003, l'ICCA a publié trois exposés-sondages, intitulés « Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation », « Couvertures » et « Résultat étendu » qui harmonisent davantage les normes comptables canadiennes avec les normes comptables américaines. Bien qu'ils ne soient pas définitifs, ces exposés-sondages devraient principalement comporter les exigences suivantes :

Les titres seront classés comme détenus jusqu'à l'échéance, détenus aux fins de négociation, ou destinés à la vente. Seuls les instruments à échéance fixe que nous prévoyons et pouvons détenir jusqu'à l'échéance seront désignés comme détenus jusqu'à l'échéance. Ces instruments seront comptabilisés au coût non amorti. Outre les titres acquis destinés à être vendus à court terme, tout instrument financier pourra être classé comme détenu aux fins de négociation au moment de sa constatation initiale. Les instruments détenus aux fins de négociation seront comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes réalisés et non réalisés seront portés au bénéfice net. Les titres restants seront désignés comme destinés à la vente. Ces titres seront évalués à la juste valeur, les gains et pertes non réalisés n'étant pas portés au bénéfice net, mais présentés dans un nouveau poste des capitaux propres intitulé « Autres éléments du résultat étendu ».

Les dérivés seront classés comme détenus aux fins de négociation, à moins qu'ils ne soient désignés comme des instruments de couverture. Tous les dérivés seront évalués à la juste valeur. En ce qui concerne les dérivés qui couvrent les variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif, les variations de la juste valeur des dérivés seront portées au bénéfice net et contrebalancées par les variations de la juste valeur de l'actif ou du passif couvert découlant du risque couvert. Dans le cas des dérivés utilisés pour couvrir la variation des flux de trésorerie, la tranche efficace des variations de la juste valeur des dérivés sera initialement présentée dans les autres éléments du résultat étendu, et elle sera reclassée par la suite dans le bénéfice net des périodes au cours desquelles la variation des flux de trésorerie de l'élément couvert influe sur le bénéfice net.

Le nouveau poste des capitaux propres, intitulé « Autres éléments du résultat étendu », comprendra, outre les éléments dont il est fait mention ci-dessus, les gains et pertes de change non réalisés, après prise en compte des activités de couverture.

Les normes comptables définitives devraient s'appliquer aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2004.

Note 2 Acquisitions

Acquisition de Business Men's Assurance Company of America

Le 1^{er} mai 2003, RBC Assurances a acquis toutes les actions ordinaires en circulation de Business Men's Assurance Company of America (« BMA ») détenues par Generali Group, un assureur ayant son siège à Trieste, en Italie. Juste avant l'acquisition, BMA a transféré ses activités de réassurance existantes, y compris tous les actifs et passifs connexes, à une société affiliée, et ces activités demeurent la propriété de Generali Group. Les biens acquis se composent d'un bloc d'environ 135 000 polices d'assurance-vie et contrats de rente traditionnels en vigueur, ainsi que d'un réseau de distribution de produits d'assurance à capital variable. Dans le cadre d'une opération connexe, RBC Dain Rauscher a procédé à l'acquisition de Jones & Babson Inc. (« J&B »), la société de fonds communs de placement de BMA. Les acquisitions fourniront davantage d'occasions d'interdistribution tout en ajoutant de l'importance à nos activités d'administration des assurances. Les résultats de ces acquisitions sont présentés dans nos états financiers consolidés depuis le 1^{er} mai 2003.

Le prix d'achat des acquisitions, qui inclut les charges directes, s'est chiffré à quelque 207 millions de dollars US et est composé approximativement d'un montant de 188 millions de dollars US et d'un montant de 19 millions de dollars US pour BMA et J&B, respectivement. Les acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Pour J&B, l'excédent du prix d'achat par rapport à la juste valeur de l'actif corporel net acquis a été affecté principalement à l'écart d'acquisition pour un montant d'environ 13 millions de dollars US. L'écart d'acquisition pour J&B ne peut faire l'objet d'une déduction fiscale.

Acquisition de Provident Financial Group Inc.

Le 10 juillet 2003, RBC Centura Bank a annoncé qu'elle avait conclu une entente visant à acquérir les activités de la société Provident Financial Group Inc. (« Provident ») ayant son siège à Cincinnati, en Ohio. Ces activités comprennent toutes les activités de Provident en Floride, qui se composent de 13 succursales offrant des services dans la région ouest de la Floride.

La contrepartie de l'acquisition comporte un montant de 75 millions de dollars US en espèces et la prise en charge de passifs corporels nets évalués à environ 30 millions de dollars US. Ce montant représente la contrepartie totale excédentaire d'environ 105 millions de dollars US, et il sera affecté aux actifs incorporels liés à des dépôts de base et à l'écart d'acquisition, d'un montant de 15 millions de dollars US et de 90 millions de dollars US, respectivement. Sous réserve des modalités de clôture habituelles, y compris les approbations des autorités réglementaires des États-Unis et du Canada, l'acquisition devrait se conclure à l'automne de 2003.

Acquisition de Sterling Capital Mortgage Company

Le 17 juillet 2003, RBC Mortgage Company a annoncé qu'elle avait conclu une entente visant à acquérir la totalité des actions ordinaires en circulation de Sterling Capital Mortgage Company (« SCMC »), soit les activités hypothécaires résidentielles de Sterling Bancshares, Inc., une société de portefeuille bancaire ayant son siège à Houston, au Texas. Les activités de SCMC comprennent 110 succursales réparties dans 16 États et 16 ententes avec des entreprises d'un même groupe, que SCMC détient en partenariat avec des constructeurs d'habitations résidentielles.

Le prix d'achat est estimé à 100 millions de dollars US en espèces. L'excédent du prix d'achat par rapport à la juste valeur de l'actif corporel net acquis d'un montant approximatif de 78 millions de dollars US représentera principalement l'écart d'acquisition. Sous réserve des modalités de clôture habituelles, y compris les approbations des autorités réglementaires des États-Unis et du Canada, l'acquisition devrait se conclure à l'automne de 2003.

Note 3 Titrisations

Au cours du trimestre, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement de 1,3 milliard de dollars par la création de titres hypothécaires. Nous avons initialement vendu pour 300 millions de dollars de tels titres. Nous avons reçu un produit net en espèces de 299 millions de dollars et avons conservé des droits relatifs aux intérêts futurs excédentaires de 16 millions sur les prêts hypothécaires. Un gain avant impôts de 15 millions de dollars sur la vente, après déduction des frais liés à l'opération, a été constaté au poste Revenus tirés de la titrisation. Les titres hypothécaires créés et non vendus demeurent inscrits au bilan consolidé, au poste Titres du compte de placement.

Au cours du trimestre, nous avons vendu à une fiducie de titrisation des prêts hypothécaires commerciaux d'un montant de 131 millions de dollars. Nous avons reçu un produit net en espèces de 135 millions de dollars et constaté un gain avant impôts sur la vente de 4 millions, après déduction des frais liés à l'opération, au poste Revenus tirés de la titrisation. Bien que nous continuions à gérer les prêts hypothécaires commerciaux, nous n'avons pas conservé les droits relatifs aux intérêts futurs excédentaires.

Note 4 Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Le 26 mai 2003, nous avons racheté, en contrepartie d'espèces, la totalité des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série J, d'un montant de 300 millions de dollars, et des actions privilégiées de premier rang (en dollars US) à dividende non cumulatif de série K, d'un montant de 250 millions de dollars US, émises et en circulation.

Le 20 juin 2003, nous avons annoncé le renouvellement de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, en vue de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 25 millions de nos actions ordinaires, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. En vertu de cette offre, les rachats peuvent s'effectuer sur une période de un an, à partir du 24 juin 2003. En vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités précédente qui a pris fin le 23 juin 2003, nous avons racheté 18 448 237 actions ordinaires à un prix moyen de 54,99 \$. Au cours du trimestre, nous avons racheté 5 010 800 actions ordinaires à un prix moyen de 58,94 \$.

Le 23 juillet 2003, RBC Capital Trust II (« Trust II »), une fiducie à capital variable que nous avons établie, a émis un type innovateur de capital de première catégorie, soit des titres fiduciaires de capital, série 2013, (les « RBC TruCS, série 2013 ») pour un montant de 900 millions de dollars. Nous avons consolidé Trust II et comptabilisé les RBC TruCS, série 2013 au poste Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales du bilan consolidé.

Note 5 Éventualités

Le 21 juin 2002, soit une semaine avant la date où elle devait verser à la Banque Royale du Canada un montant de 517 millions de dollars US (plus les intérêts courus), conformément aux conditions d'un swap sur rendement total inscrit au poste Autres actifs, Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. (« Rabobank ») a intenté une poursuite contre nous devant un tribunal de l'État de New York en vue de faire annuler son obligation en vertu du swap. Le 24 juin 2002, nous avons entamé des procédures contre Rabobank auprès de la Haute Cour de Londres, alléguant que Rabobank avait répudié son obligation en vertu du swap. Les procédures intentées dans l'État de New York et celles entamées auprès de la Haute Cour de Londres se poursuivent. La direction s'attend à recouvrer la totalité du montant en question et, par conséquent, n'a pas constitué de provision pour perte à cet égard.

À la suite de la fin du trimestre, nous avons conclu un règlement à l'amiable avec Enron Corporation, le comité des créanciers de Enron ainsi que Rabobank en vertu duquel nous recevons un règlement actuellement évalué à environ 195 millions de dollars US plus les intérêts courus. Le règlement réduira le montant dû par Rabobank conformément aux conditions d'un swap sur rendement total d'un montant correspondant et n'aura pas autrement d'effet sur le litige en cours avec Rabobank. Le règlement à l'amiable est assujéti à l'approbation du tribunal.

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. De l'avis de la direction, le montant global du passif éventuel lié à ces poursuites ne sera pas important.

Note 6 Résultats par secteur d'exploitation et par secteur géographique (1)

a) Résultats trimestriels par secteur d'exploitation

	RBC Banque			RBC Assurances			RBC Investissements			RBC Marchés des Capitaux		
	T3 03	T2 03	T3 02	T3 03	T2 03	T3 02	T3 03	T2 03	T3 02	T3 03	T2 03	T3 02
Revenu net d'intérêt	1 422 \$	1 352 \$	1 365 \$	83 \$	58 \$	54 \$	103 \$	107 \$	91 \$	85 \$	103 \$	110 \$
Autres produits	540	535	505	88	102	63	801	721	807	601	513	520
Revenus bruts	1 962	1 887	1 870	171	160	117	904	828	898	686	616	630
Provision pour pertes sur créances	135	158	145	-	-	-	-	-	-	42	58	76
Frais autres que d'intérêt	1 163	1 156	1 117	120	105	102	733	732	772	420	394	414
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	248	215	231	(5)	-	(13)	58	28	43	82	69	47
Bénéfice net	416 \$	358 \$	377 \$	56 \$	55 \$	28 \$	113 \$	68 \$	83 \$	142 \$	95 \$	93 \$

	RBC Services Internationaux			Autres			Total		
	T3 03	T2 03	T3 02	T3 03	T2 03	T3 02	T3 03	T2 03	T3 02
Revenu net d'intérêt	42 \$	37 \$	36 \$	1 \$	34 \$	102 \$	1 736 \$	1 691 \$	1 758 \$
Autres produits	214	198	211	44	54	(2)	2 288	2 123	2 104
Revenus bruts	256	235	247	45	88	100	4 024	3 814	3 862
Provision pour pertes sur créances	-	2	2	(7)	(7)	(7)	170	211	216
Frais autres que d'intérêt	180	176	168	(1)	(3)	(26)	2 615	2 560	2 547
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	27	20	29	46	14	65	456	346	402
Bénéfice net	49 \$	37 \$	48 \$	7 \$	84 \$	68 \$	783 \$	697 \$	697 \$

b) Résultats trimestriels par secteur géographique

	31 juillet 2003				30 avril 2003				31 juillet 2002			
	Canada	É.-U. (2)	Autres pays	Total	Canada	É.-U. (2)	Autres pays	Total	Canada	É.-U. (2)	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	1 319 \$	352 \$	65 \$	1 736 \$	1 274 \$	334 \$	83 \$	1 691 \$	1 362 \$	313 \$	83 \$	1 758 \$
Autres produits	1 266	689	333	2 288	1 105	704	314	2 123	1 094	739	271	2 104
Revenus bruts	2 585	1 041	398	4 024	2 379	1 038	397	3 814	2 456	1 052	354	3 862
Provision pour pertes sur créances	133	27	10	170	181	13	17	211	142	52	22	216
Frais autres que d'intérêt	1 533	865	217	2 615	1 488	868	204	2 560	1 456	883	208	2 547
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	389	54	13	456	259	61	26	346	358	42	2	402
Bénéfice net	530 \$	95 \$	158 \$	783 \$	451 \$	96 \$	150 \$	697 \$	500 \$	75 \$	122 \$	697 \$

- (1) Aux fins de la présentation de l'information de gestion, nos activités sont regroupées au sein des secteurs d'exploitation suivants : RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux. Le secteur Autres comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier. Aux fins des achats et des ventes intersectoriels de services, les secteurs d'exploitation n'ont pas de lien de dépendance. L'établissement des prix de cession interne des fonds cédés ou acquis, les commissions, ainsi que les frais et le crédit liés aux services fournis sont généralement basés sur les prix du marché. Aux fins de la présentation de l'information sur une base géographique, nos activités sont regroupées au sein des secteurs géographiques suivants : Canada, États-Unis et Autres pays. Les activités des centres des marchés monétaires internationaux basées au Canada sont incluses dans les secteurs États-Unis et Autres pays.
- (2) Pour les trimestres terminés le 31 juillet 2003, le 30 avril 2003 et le 31 juillet 2002, les résultats du secteur États-Unis comprennent un bénéfice net de 77 millions de dollars, de 70 millions et de 40 millions respectivement, tiré de nos acquisitions aux États-Unis (notamment RBC Centura, RBC Dain Rauscher et RBC Liberty).

c) Résultats sur neuf mois par secteur d'exploitation

	RBC Banque		RBC Assurances		RBC Investissements		RBC Marchés des Capitaux	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002
Revenu net d'intérêt	4 168 \$	4 131 \$	208 \$	158 \$	326 \$	275 \$	297 \$	429 \$
Autres produits	1 639	1 564	289	221	2 289	2 491	1 731	1 596
Revenus bruts	5 807	5 695	497	379	2 615	2 766	2 028	2 025
Provision pour pertes sur créances	423	504	-	-	-	(2)	177	348
Frais autres que d'intérêt	3 498	3 367	348	307	2 190	2 413	1 240	1 220
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	702	698	(9)	(29)	141	109	230	120
Bénéfice net	1 184 \$	1 126 \$	158 \$	101 \$	284 \$	246 \$	381 \$	337 \$

	RBC Services Internationaux		Autres		Total	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002
Revenu net d'intérêt	124 \$	103 \$	94 \$	257 \$	5 217 \$	5 353 \$
Autres produits	613	613	97	34	6 658	6 519
Revenus bruts	737	716	191	291	11 875	11 872
Provision pour pertes sur créances	2	7	(21)	(27)	581	830
Frais autres que d'intérêt	527	502	(18)	(23)	7 785	7 786
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	74	81	112	181	1 250	1 160
Bénéfice net	134 \$	126 \$	118 \$	160 \$	2 259 \$	2 096 \$

d) Résultats sur neuf mois par secteur géographique

	2003				2002			
	Canada	É.-U. (2)	Autres pays	Total	Canada	É.-U. (2)	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	3 985 \$	1 033 \$	199 \$	5 217 \$	4 128 \$	903 \$	322 \$	5 353 \$
Autres produits	3 465	2 180	1 013	6 658	3 475	2 254	790	6 519
Revenus bruts	7 450	3 213	1 212	11 875	7 603	3 157	1 112	11 872
Provision pour pertes sur créances	417	81	83	581	445	335	50	830
Frais autres que d'intérêt	4 490	2 654	641	7 785	4 460	2 718	608	7 786
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	1 016	179	55	1 250	1 115	5	40	1 160
Bénéfice net	1 527 \$	299 \$	433 \$	2 259 \$	1 583 \$	99 \$	414 \$	2 096 \$

- (1) Aux fins de la présentation de l'information de gestion, nos activités sont regroupées au sein des secteurs d'exploitation suivants : RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux. Le secteur Autres comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier. Aux fins des achats et des ventes intersectoriels de services, les secteurs d'exploitation n'ont pas de lien de dépendance. L'établissement des prix de cession interne des fonds cédés ou acquis, les commissions ainsi que les frais et le crédit liés aux services fournis sont généralement basés sur les prix du marché. Aux fins de la présentation de l'information sur une base géographique, nos activités sont regroupées au sein des secteurs géographiques suivants : Canada, États-Unis et Autres pays. Les activités des centres des marchés monétaires internationaux basées au Canada sont incluses dans les secteurs États-Unis et Autres pays.
- (2) Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2003 et le 31 juillet 2002, les résultats du secteur États-Unis comprennent un bénéfice net de 226 millions de dollars et de 112 millions respectivement, tiré de nos acquisitions aux États-Unis (notamment RBC Centura, RBC Dain Rauscher et RBC Liberty).

Note 7 | Rapprochement des PCGR du Canada et des PCGR des États-Unis

	Trimestre terminé le	Neuf mois terminés le	Au 31 juillet	
	31 juillet 2003	31 juillet 2003	2003	2003
	Bénéfice net	Bénéfice net	Capitaux propres	Actif
PCGR du Canada	783 \$	2 259 \$	18 546 \$	403 979 \$
Comptabilisation des activités d'assurance	1	13	92	3 427
Coûts des droits à la plus-value des actions	—	8	14	(7)
Produits dérivés et opérations de couverture (1)	(20)	(54)	(38)	657
Reclassement des titres (2)	5	(11)	82	82
Garanties (3)	—	—	—	56
Obligation additionnelle au titre des prestations constituées	—	—	(293)	167
Comptabilisation à la date de transaction	—	—	—	(253)
Entités à détenteurs de droits variables (4)	2	2	5	44
Autres	(8)	(19)	16	935
Incidence fiscale des éléments ci-dessus	13	34	s.o.	s.o.
PCGR des États-Unis	776 \$	2 232 \$	18 424 \$	409 087 \$
Bénéfice par action	1,16 \$			
Bénéfice dilué par action	1,14 \$			

	Trimestre terminé le	Neuf mois terminés le	Au 31 juillet	
	31 juillet 2002	31 juillet 2002	2002	2002
	Bénéfice net	Bénéfice net	Capitaux propres	Actif
PCGR du Canada	697 \$	2 096 \$	18 871 \$	373 441 \$
Comptabilisation des activités d'assurance	32	57	59	1 296
Coûts des droits à la plus-value des actions	(6)	23	13	(9)
Produits dérivés et opérations de couverture (1)	13	33	(120)	794
Reclassement des titres (2)	—	—	109	109
Obligation additionnelle au titre des prestations constituées	—	—	(17)	12
Comptabilisation à la date de transaction	—	—	—	46
Autres	(8)	(23)	28	1 847
Incidence fiscale des éléments ci-dessus	(6)	(20)	s.o.	s.o.
PCGR des États-Unis	722 \$	2 166 \$	18 943 \$	377 536 \$
Bénéfice par action	1,04 \$			
Bénéfice dilué par action	1,02 \$			

	Trimestre terminé le	Au 30 avril	
	30 avril 2003	2003	2003
	Bénéfice net	Capitaux propres	Actif
PCGR du Canada	697 \$	19 077 \$	392 088 \$
Comptabilisation des activités d'assurance	1	98	1 728
Coûts des droits à la plus-value des actions	7	10	(9)
Produits dérivés et opérations de couverture (1)	(23)	(47)	598
Reclassement des titres (2)	—	211	211
Garanties (3)	—	—	34
Obligation additionnelle au titre des prestations constituées	—	(293)	167
Comptabilisation à la date de transaction	—	—	2 316
Autres	(4)	28	1 052
Incidence fiscale des éléments ci-dessus	11	s.o.	s.o.
PCGR des États-Unis	689 \$	19 084 \$	398 185 \$
Bénéfice par action	1,00 \$		
Bénéfice dilué par action	0,99 \$		

s.o. : sans objet

Pour une explication détaillée des différences existant entre les PCGR des États-Unis et du Canada, se reporter à la note 23 des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2002, laquelle figure à la page 97A du rapport annuel 2002.

- (1) Selon les PCGR des États-Unis, tous les produits dérivés sont inscrits au bilan à leur juste valeur. La variation de la juste valeur des produits dérivés est comptabilisée dans le bénéfice net ou, si le produit dérivé est désigné comme couverture des flux de trésorerie et qu'il s'avère efficace à ce titre, parmi les autres éléments du résultat global dans les capitaux propres. Pour ce qui est des produits dérivés désignés comme couvertures de la juste valeur, la variation inscrite au bénéfice net est généralement compensée par la variation de la juste valeur de l'élément couvert attribuable au risque visé par la couverture. Les changements comptabilisés parmi les autres éléments du résultat global sont subséquemment amortis au bénéfice net afin de compenser l'incidence de la variabilité des taux d'intérêt sur les flux de trésorerie de l'élément couvert. Selon les PCGR du Canada, les produits dérivés utilisés aux fins de vente et de négociation, de même que les produits dérivés utilisés à des fins autres que de négociation et qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture, sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur, la variation de la juste valeur étant constatée dans le bénéfice net. Les produits dérivés détenus à des fins autres que de négociation qui n'étaient pas admissibles à la comptabilité de couverture au moment de l'adoption de la NOC-13 ont été inscrits à leur juste valeur et les gains ou pertes de transition ont été portés aux résultats de la même manière que les éléments couverts initiaux. Lorsque les produits dérivés ont été désignés comme couvertures des flux de trésorerie et qu'ils s'avèrent efficaces à ce titre, un produit ou une charge est constaté sur la durée des actifs ou passifs couverts, à titre d'ajustement aux intérêts créditeurs ou débiteurs. La comptabilisation des produits dérivés et des opérations de couverture selon les PCGR des États-Unis aurait entraîné une diminution de 13 millions de dollars du bénéfice net pour le trimestre terminé le 31 juillet 2003 et une augmentation de 58 millions des valeurs mobilières, une augmentation de 57 millions des prêts, une augmentation de 66 millions des dépôts, une augmentation de 340 millions des débetures subordonnées, une augmentation de 577 millions des autres actifs, une augmentation de 289 millions des autres passifs, une diminution de 35 millions des liquidités et une diminution de 38 millions des capitaux propres au 31 juillet 2003.
- (2) En vertu des PCGR des États-Unis, les valeurs mobilières sont classées en tant que titres du compte de négociation ou titres destinés à la vente. Les réductions de valeur effectuées pour refléter une moins-value durable des titres destinés à la vente sont constatées au poste Perte sur la vente de valeurs mobilières. Selon les PCGR du Canada, les valeurs mobilières sont classées en tant que titres du compte de négociation, titres du compte de placement ou titres de substitut de prêt. Les réductions de valeur effectuées pour refléter une moins-value durable des titres du compte de placement sont constatées au poste Perte sur la vente de valeurs mobilières. Le classement des valeurs mobilières conformément aux PCGR des États-Unis aurait entraîné une augmentation de 129 millions de dollars des valeurs mobilières, une diminution de 47 millions des impôts reportés connexes inclus dans les autres actifs et une augmentation de 82 millions des capitaux propres au 31 juillet 2003.
- (3) En vertu des PCGR des États-Unis, le passif initial au titre des obligations prises en charge dans le cadre de garanties établies ou modifiées après le 31 décembre 2002 est constaté au bilan à la juste valeur. La comptabilisation de la juste valeur des garanties conformément aux PCGR des États-Unis aurait entraîné une augmentation de 56 millions de dollars des autres actifs et une augmentation équivalente des autres passifs au 31 juillet 2003.
- (4) Conformément au FIN 46, *Consolidation of Variable Interest Entities*, nous consolidons, en vertu des PCGR des États-Unis, les entités à détenteurs de droits variables (EDDV) créées après le 31 janvier 2003 lorsque nous en sommes le principal bénéficiaire. Les EDDV sont des entités dans lesquelles les investisseurs en instruments de capitaux propres ne détiennent pas une participation financière majoritaire ou dont les capitaux propres à risque ne sont pas suffisants pour permettre à l'entité de financer ses activités sans le soutien financier subordonné supplémentaire d'autres parties. Le principal bénéficiaire est la partie qui obtient les principaux rendements résiduels ou assume les risques de pertes découlant des activités de l'EDDV. En vertu des PCGR du Canada, en attendant l'adoption de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 intitulée « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables », nous consolidons ces entités si nous en avons le contrôle pour des avantages économiques et assumons les risques qui s'y rattachent. Au cours du présent trimestre, une fiducie qui avait été établie pour émettre le capital de première catégorie a été consolidée en vertu des PCGR du Canada. Toutefois, nous n'avons pas procédé à sa consolidation en vertu des PCGR des États-Unis puisqu'il s'agit d'une EDDV et que nous ne sommes pas le principal bénéficiaire. En vertu des PCGR des États-Unis, la constatation de cette fiducie aurait entraîné une augmentation du bénéfice net de 2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2003 et une augmentation des titres de 1 million, des dépôts de 939 millions, des autres actifs de 43 millions, des autres passifs de 1 million et des capitaux propres de 5 millions et une diminution de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales de 901 millions au 31 juillet 2003.

Annexe : Information relative au crédit (non vérifié) (1)

Prêts douteux (2)

	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 janvier 2003	31 octobre 2002	31 juillet 2002
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Prêts douteux, montant net					
Prêts hypothécaires résidentiels	114 \$	118 \$	114 \$	113 \$	125 \$
Prêts aux particuliers	106	109	113	129	130
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	830	1 014	1 193	1 152	1 198
Total	1 050 \$	1 241 \$	1 420 \$	1 394 \$	1 453 \$
Prêts douteux, montant net, en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente connexes					
Prêts hypothécaires résidentiels	0,15 %	0,16 %	0,16 %	0,16 %	0,18 %
Prêts aux particuliers	0,32 %	0,34 %	0,36 %	0,41 %	0,41 %
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	0,79 %	1,00 %	1,14 %	1,10 %	1,13 %
Total	0,48 %	0,59 %	0,67 %	0,65 %	0,69 %

Provision cumulative pour pertes sur créances

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002	31 juillet 2003	31 juillet 2002
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Provision cumulative au début	2 335 \$	2 376 \$	2 452 \$	2 314 \$	2 392 \$
Provision pour pertes sur créances	170	211	216	581	830
Radiations					
Prêts hypothécaires résidentiels	(3)	(2)	(3)	(6)	(9)
Prêts aux particuliers	(91)	(114)	(96)	(285)	(312)
Prêts sur cartes de crédit	(50)	(51)	(51)	(144)	(140)
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(126)	(102)	(243)	(290)	(600)
	(270)	(269)	(393)	(725)	(1 061)
Recouvrements					
Prêts aux particuliers	18	16	18	51	53
Prêts sur cartes de crédit	10	8	10	27	29
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	12	17	16	49	50
	40	41	44	127	132
Radiations nettes	(230)	(228)	(349)	(598)	(929)
Acquisition de Admiralty Bancorp, Inc.	-	-	-	8	-
Acquisition de Eagle Bancshares	-	-	18	-	18
Ajustements	(10)	(24)	(5)	(40)	21
Provision cumulative à la fin	2 265 \$	2 335 \$	2 332 \$	2 265 \$	2 332 \$
Radiations nettes (en excluant les pays en développement), en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,43 %	0,43 %	0,66 %	0,37 %	0,60 %
Radiations nettes, en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,43 %	0,43 %	0,66 %	0,37 %	0,60 %
Répartition de la provision cumulative					
Prêts hypothécaires résidentiels	36 \$	37 \$	50 \$	36 \$	50 \$
Prêts aux particuliers	442	450	468	442	468
Prêts sur cartes de crédit	152	152	152	152	152
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 388	1 453	1 427	1 388	1 427
Provision cumulative attribuée	2 018	2 092	2 097	2 018	2 097
Provision cumulative générale non attribuée	247	243	235	247	235
Total	2 265 \$	2 335 \$	2 332 \$	2 265 \$	2 332 \$
Composantes de la provision cumulative					
Provisions spécifiques, y compris la provision cumulative pour titres de substitut de prêt	849 \$	922 \$	885 \$	849 \$	885 \$
Provision à l'égard des risques-pays	-	-	33	-	33
Provision cumulative générale attribuée	1 169	1 170	1 179	1 169	1 179
Provision cumulative générale non attribuée	247	243	235	247	235
Total de la provision cumulative pour pertes sur créances	2 265 \$	2 335 \$	2 332 \$	2 265 \$	2 332 \$
Répartition					
Provision cumulative pour pertes sur prêts	2 156 \$	2 226 \$	2 218 \$	2 156 \$	2 218 \$
Provision cumulative pour éléments hors bilan et autres	109	109	109	109	109
Provision cumulative pour titres de substitut de prêt	-	-	5	-	5
Total	2 265 \$	2 335 \$	2 332 \$	2 265 \$	2 332 \$
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage du montant brut des prêts douteux (ratio de couverture), en excluant les pays en développement	114 %	103 %	94 %	114 %	94 %

(1) Les mesures financières sont tirées des états financiers consolidés dressés conformément aux PCGR du Canada, sauf indication contraire. Certaines définitions sont présentées dans le glossaire figurant aux pages 103 et 104 du rapport annuel 2002.

(2) Les prêts douteux sont présentés déduction faite des provisions cumulatives spécifiques et de la provision cumulative à l'égard des risques-pays.

Information relative aux actions (non vérifié)

(nombre d'actions en milliers)	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 juillet 2002
Actions privilégiées de premier rang (1)			
À dividende non cumulatif, série E	–	–	1 500
À dividende non cumulatif, série J	–	12 000	12 000
En dollars US, à dividende non cumulatif, série K	–	10 000	10 000
À dividende non cumulatif, série N	12 000	12 000	12 000
À dividende non cumulatif, série O	6 000	6 000	6 000
En dollars US, à dividende non cumulatif, série P	4 000	4 000	4 000
À dividende non cumulatif, série S	10 000	10 000	10 000
	32 000	54 000	55 500
Titres de fiducie, séries 2010 et 2011, émis par RBC Capital Trust (2)	1 400	1 400	1 400
Titres de fiducie, série 2013, émis par RBC Capital Trust II (3)	900	–	–
Options sur actions (4)			
Options en cours à la fin	25 880	27 100	29 077
Options pouvant être levées à la fin	16 405	17 624	14 520
Actions ordinaires	658 612	662 427	671 671

(1) Pour des renseignements plus détaillés, se reporter aux pages 85, 86 et 91 (notes 13 et 17) du rapport annuel 2002 de la Banque Royale du Canada.

(2) Inclus dans le poste Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales du bilan consolidé selon les PCGR des États-Unis et du Canada. Les modalités de conversion des titres de séries 2010 et 2011 sont présentées dans les prospectus datés du 17 juillet 2000 et du 29 novembre 2000, respectivement.

(3) Inclus dans le poste Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales du bilan consolidé selon les PCGR du Canada. Les modalités de conversion sont présentées dans le prospectus daté du 16 juillet 2003.

(4) En mai 2003, 50 000 options sur actions ont été octroyées.

Renseignements aux actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : (416) 974-5151
Télécopieur : (416) 955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5

Site Web :
rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal
Computershare Trust
Company of Canada

Adresse :
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : (514) 982-7888
ou 1 866 586-7635
Télécopieur : (514) 982-7635

Pour toute correspondance :
C.P. 1570, succursale B
Montréal (Québec)
Canada H3B 3L2

Site Web :
computershare.com

*Co-agent des transferts
(États-Unis)*
The Bank of New York
101 Barclay Street
New York, New York
États-Unis 10286

*Co-agent des transferts
(Royaume-Uni)*
Computershare Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box No. 82, The Pavilions,
Bridgewater Road, Bristol
BS99 7NH Angleterre

Inscriptions en Bourse

(Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada : Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis : Bourse de New York (NYSE)

Suisse : Bourse suisse (SWX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base par action ordinaire de la Banque, au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action.

Ce prix a été redressé pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990.

Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation des actions ordinaires de la Banque.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux transferts d'actions, aux changements d'adresse, aux dividendes, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts et aux transferts de succession, les actionnaires sont priés de communiquer avec :

Computershare Trust Company of Canada
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : (514) 982-7888
ou 1 866 586-7635

Toute autre demande peut être adressée à :
Relations avec les investisseurs,
Banque Royale du Canada
123 Front Street West
6th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2M2
Téléphone : (416) 955-7806
Les actionnaires peuvent aussi consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2003

Premier trimestre	28 février
Deuxième trimestre	30 mai
Troisième trimestre	26 août
Quatrième trimestre	25 novembre

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires peuvent faire déposer directement leurs dividendes au crédit de leur compte de toute institution financière membre de l'Association canadienne des paiements; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à Computershare Trust Company of Canada, à son adresse postale.

Investisseurs institutionnels, courtiers et analystes en valeurs mobilières

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :

Première vice-présidente
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
123 Front Street West
6th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2M2
Téléphone : (416) 955-7803
Télécopieur : (416) 955-7800

Dates de paiement des dividendes pour 2003

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

	Date de clôture des registres	Date de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries N, O, P et S	27 janvier 23 avril 23 juillet 27 octobre	24 février 23 mai 22 août 24 novembre

Cotes de crédit

(au 26 août 2003)	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang
Moody's Investors Service	P-1	Aa2
Standard & Poor's	A-1+	AA-
Fitch Ratings	F1+	AA
Dominion Bond Rating Service	R-1 (middle)	AA (low)

Rachat d'actions ordinaires

La Banque a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Durant la période de un an se terminant le 23 juin 2004, la Banque pourra racheter jusqu'à 25 millions de ses actions sur le marché libre, aux cours du marché. La Banque déterminera le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu.

Un exemplaire de l'avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à l'adresse postale torontoise de la Banque.

Assemblée annuelle des actionnaires ordinaires de 2004

L'assemblée annuelle des actionnaires ordinaires de la Banque se tiendra le vendredi 27 février 2004 dans l'édifice nord du Palais des congrès du Toronto métropolitain, dans le Constitution Hall, au 255 Front Street West à Toronto (Ontario) au Canada.

